

# Le quotidien du peuple

Organe central du PARTI COMMUNISTE RÉVOLUTIONNAIRE marxiste-léniniste

JEUDI 4 MAI - VENDREDI 5 MAI 1978 - N° 691 \*

Commission paritaire N°56 942 Tel. 636.73.76

2, 00 F.

## NOUVEAU DEFILE A L'ELYSEE

Giscard, dès le lendemain des élections, avait fait connaître sa volonté de larges consultations dès qu'il serait question des «grands» problèmes. L'initiative française en matière de désarmement, connue depuis le mois de février et que Giscard ira en personne défendre à la tribune de l'ONU le 26 mai, donne l'occasion au président de la république de pratiquer «l'ouverture». Comme à la fin du mois de mars, c'est le PS qui a ouvert la voie : Deferre sera reçu le 11 mai à l'Élysée, et il est possible que des membres du PS, dont Jean-Pierre Cot, accompagnent la délégation française à New-York. Le PCF aussi se met au diapason : Ballanger et une délégation du PCF iront à l'Élysée le 12. La condamnation par L'Humanité des propositions giscardiennes de désarmement est aujourd'hui beaucoup moins vide qu'en février. Les élections sont passées, et perdues pour la gauche...

## LE SMIC «AUGMENTÉ» A 1 800 F MAIRE CHEZ CEYRAC

# L'IMPASSE DES NEGOCIATIONS

«A l'Élysée, à Matignon, ce n'est pas par la négociation que nous aurons satisfaction». Ce slogan a été repris par nombre de syndicalistes lors des défilés du 1<sup>er</sup> mai. Pourtant, Edmond Maire se rend cet après-midi au siège du CNPF, où il rencontrera Ceyrac. La confédération CFDT et le patronat réali-

sent ainsi le souhait exprimé par Barre de voir s'ouvrir immédiatement des négociations. S'il était encore permis de s'illusionner sur l'efficacité de telles négociations, les faits sont là qui prouvent que les règles du jeu sont fixées à l'avance, dans le cadre de la dernière mouture du plan Barre : — les prix sont

engagés dans une spirale ascendante dont on ne connaît que le début : une cascade de hausse des tarifs publics qui s'étale jusqu'en juillet, et qui sera relayée par la «libération» des prix du secteur privé — Quant au SMIC, l'ampleur du coup de pouce du gouvernement donne la mesure du libéralisme de Barre : au lieu des 2,5 % d'augmentation normalement prévus en suivant l'indice INSEE, le SMIC augmente d'un peu plus de 4 %. Dans la poche des scimards, cette générosité se traduit par environ 30 F de plus, largement entamés par la hausse des prix.

Voilà le type de brèche dans lequel Maire entend s'engouffrer, selon ses propres dires. Il est vrai qu'il vient de déclarer, lors de sa conférence de presse de mardi, que «Barre est plus ouvert qu'il y a un an et demi», et que la question du SMIC n'est pas une question «décisive», parce qu'elle est «quantitative». Les mots n'y changeront rien. Ce que fait Barre aujourd'hui, c'est une politique d'austérité et de soutien encore plus direct au patronat. Ce que fait Maire, c'est développer l'attentisme au moment même où c'est la lutte qu'il faut préparer. Ça porte un nom, une telle attitude.

## PROCES D'AIX

# LES VIOLEURS ACCUSÉS, LES FEMMES BAILLONNÉES !

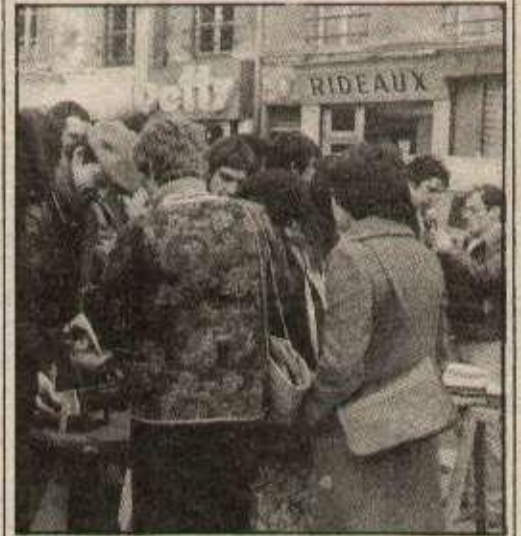


Anne-Marie Tonglet et Araceli Castellano en compagnie de leur avocate, Gisèle Halimi (au centre) avant le procès. Après la bataille pour leur dignité, une bataille pour le droit à la parole.

Lire en page 8

Lire en page 5  
notre commentaire de  
la conférence de presse  
d'Edmond Maire

## Nouvelle intervention policière Les radios-libres continuent



Une escouade de policiers a interdit mardi, la tenue d'une émission de Radio-Roquette. Cette intervention faisant suite à la saisie du matériel de Radio 93 est sans doute le début d'une épreuve de force engagée par le gouvernement contre les radios libres. Celles-ci organisent la riposte pour que soit assurée la poursuite de leur service ; donner la parole aux gens qui en sont privés.

(Lire en page 7)

## Les 1 200 travailleurs de Terrin à Paris

Après l'annonce de la mise en cessation de paiement de leur société, les travailleurs ont décidé la poursuite de l'occupation des locaux. Mardi, ils devaient se retrouver à Paris pour manifester.

(Lire en page 6)

## Sud-Liban : les paras français dans la bataille

Lire nos informations page 9

## Conférence de presse à Paris de l'Institut du cinéma palestinien

## APPEL POUR LA CONSTITUTION D'UNE COMMISSION INTERNATIONALE D'ENQUETE

## Mozambique : la lutte pour une société nouvelle

Après un voyage au Mozambique, des membres du Comité Mozambique nous décrivent ce qu'ils ont découvert dans ce pays où le peuple a libéré par les armes son territoire, l'enthousiasme pour l'édification, la participation de tous à l'élaboration des décisions, la lutte contre les séquelles du passé...

Lire le reportage du Comité  
Mozambique en page 12

## POUR LE DROIT AU TRAVAIL



### SOUTENONS LES FERMIERES de Bellevue Availles-Limouzine

Prévue dans une prairie qui forme un cirque naturel le rassemblement (pour une grande part) a eu lieu sous une vaste grange. La foule des participants se pressait dans un amphithéâtre où les bottes de paille servaient de sièges. La raison de ce changement de lieu, était due à une petite pluie fine qui tombait presque sans interruption transformant le sol que des centaines de pas foulaient en patinoire boueuse. Mais il fallait bien plus pour entamer la détermination des participants : les ouvriers de Dudognon en lutte contre leur licenciement dans une usine toute proche ; des ouvriers agricoles venus débattre de l'unité avec les petits paysans ; des pay-

sans des départements voisins, telle que Marie Pellerin et des militants de Paysans-Travailleurs de Loire Atlantique qui viennent de remporter une victoire éclatante contre le propriétaire qui les avait chassés de la ferme que la famille Pellerin exploitait à Mesanger. Des camarades d'organisations anti-impérialistes d'Amérique du Sud et du Liban témoignaient que la lutte des travailleurs rassemblés à Availles est liée à celle des peuples du monde.

Quatre temps forts, d'inégal intérêt ont ponctué cette fête. Un long sketch joué par les travailleurs tenait lieu d'intervention ; il a présenté ceux qui luttent et leurs ennemis. Puis, alors qu'on

## Availles (Vienne) :

# FETE DES TRAVAILLEURS : CONTRE LES PATRONS ET PROPRIETAIRES FONCIERS

La fête des travailleurs qui a eu lieu dimanche trente avril à Availles-Limouzine, à la ferme de Bellevue a rassemblé plus de cinq cents travailleurs (ouvriers, paysans, employés). Ce rassemblement a été l'occasion pour les paysans de dire aux ouvriers qui ils sont, pour les ouvriers d'expliquer leurs conditions de vie et de travail. Fermiers menacés d'expulsion par leur propriétaire, et ouvriers en lutte contre leurs patrons ont exprimé la solidarité de ceux qui se battent au cours de cette journée où la fête et le débat politique étaient étroitement mêlés.

La première raison de leur présence dans ce vaillon de Bellevue était la volonté de montrer au propriétaire de la ferme que les travailleurs ne laisseraient pas les trois fermiers être expulsés. Cet

servait le méchoui, de petits groupes se formaient pour discuter. Un autre moment fort a été la projection du film de Jean Chamoun, sur la bataille de Tall Al Zaatar. La journée se terminait fort tard par un bal à l'accordéon.

### LE CRÉDIT AGRICOLE LA CIBLE PRINCIPALE

Le Crédit Agricole était la cible principale du sketch : sept tableaux ont été joués avec la conviction de militants qui vivent chaque jour ce qu'ils représentent, mais avec toutes les imperfections qu'une préparation hâtive peut entraîner. Des moments forts pourtant se dégagent : la présentation du conseil d'administration qui fait parfaitement ressortir la composition sociale des dirigeants du Crédit Agri-

cole : le directeur régional, technocrate dévoué et imaginaire à la cause du capital, le gros exploitant agricole qui profite en premier lieu du développement de la banque, la propriétaire foncière qui représente les intérêts des tenants du conservatisme tatillon à la campagne, le colonel en retraite directeur de l'ANPE locale, et le patron de PME qui profite de plus en plus des services de la troisième banque mondiale qu'est devenu le Crédit Agricole grâce à l'exploitation du travail des paysans.

La restructuration en agriculture menée par les gros agriculteurs provoque le licenciement des ouvriers agricoles et leur départ vers la ville où à l'ANPE, on les fiche comme chômeurs. Une chanson égraine la litane des licenciements : réduction d'effectif, ouvrier jugé trop vieux et rejeté « tout déglingué », ouvrier licencié parce qu'il avait menacé son patron alors qu'il avait trop bu, mais le patron se souciait-il de savoir pourquoi le taux d'alcoolisme et de suicide est plus élevé parmi les ouvriers agricoles que dans le reste de la population ? Et encore militants syndicalistes et ceux qui les suivent pris pour cible par les patrons. La scène suivante est construite autour des paysans modernistes : c'est le balai des spécialistes de toutes sortes qui chasse ceux qui veulent développer leur production : le marchand de matériel est suivi par le technicien du Crédit Agricole qui a été précédé par celui de la laiterie à moins que ce ne soit celui du centre de gestion, ou le représentant de la firme d'engrais « Monsieur NPK ». Moderniser ? C'est le début des difficultés pour les petits paysans : travail intensif, taxe sur le lait... mais pour le Crédit Agricole, qui a prêté de l'argent, tout va bien !

La chaîne des exploités n'est pas interrompue quand les ouvriers d'une petite usine locale entrent en scène : le contrôle des cadences, le rendement qui s'accroît, la recherche de la rentabilité, restructuration ici aussi, licenciements, mais la lutte s'organise. « Contre le même exploitateur, unissons-

objectif a certainement été atteint si l'on en croit le propriétaire lui-même qui s'est barricadé derrière les grilles de son château sous la protection de sa meute de chiens. La détermination des participants qui se sont déplacés malgré la pluie a entamé sa confiance dans le droit absolu de propriétaire et il essayait de se défendre mollement en disant : « Nous sommes tous pareils, il vaut mieux nous entendre, la lutte des classes, c'est dépassé, etc... ». Mais il ne faut pas se laisser prendre aux jérémiades d'un propriétaire affolé par la mobilisation du jour, car derrière lui c'est la bourgeoisie de la région qui est tout entière mobilisée, elle souhaiterait faire un exemple car les paysans menacés sont des militants actifs du mouvement Paysans-Travailleurs.

nous ! » c'est le thème de la journée, il est largement repris. Les ouvriers de Dudognon (voir encadré) qui sont en lutte dans le même village témoignent de la volonté d'unité ouvriers paysans. Pourtant les directions des syndicats CGT et CFTD n'ont pas voulu participer à l'organisation de la fête, sans le dire clairement bien sûr. Elles ont craint d'affronter le débat politique que les travailleurs engagés après les élections sur la tactique de leurs directions syndicales.

### LA LUTTE DU PEUPLE PALESTINIEN C'EST AUSSI NOTRE AFFAIRE

Quand les lumières se sont rallumées après la projection du film *Tall Al Zaatar*, les applaudissements nourris saluaient la lutte du peuple palestinien à travers les images terribles de la résistance

contre la réaction fasciste libanaise. Ces paysans, ces ouvriers qui étaient venus pour témoigner de l'unité de leur lutte aujourd'hui en France ont été frappés par les témoignages qu'apportait ce film projeté pour la première fois en France. Une femme disait alors que se formaient des groupes pour discuter : « La lutte du peuple palestinien c'est aussi notre affaire ! » En cette veille du 1<sup>er</sup> mai, ces gens dont un bon nombre ne quittent que très rarement les limites de leurs villages, avaient le sentiment très clair d'appartenir au même monde de ceux qui luttent.

La prise de conscience, la possibilité de réaffirmer la solidarité avec les peuples en lutte qu'ils soient palestinien, libanais ou chilien, a constitué un événement important dans cette fête qui aurait bien pu rester au niveau des préoccupations quotidiennes de lutte pour la survie

## • QUAND UN OUVRIER SE TROMPE, ON LE LICENCIE • QUAND UN PATRON SE TROMPE, ON LICENCIE LES OUVRIERS

Le tribunal de Commerce de Poitiers met en liquidation de biens l'entreprise Dudognon, le 17 avril 78, avec un trou d'environ 1 milliard, alors que le chiffre d'affaire est de 62 millions d'AF, les salaires nets faisant moins de 14 millions d'AF.

Les ouvriers ne veulent pas supporter les conséquences d'une mauvaise gestion, leur entreprise est viable, si l'on prend en compte les commandes enregistrées (2 mois de travail à raison de 44 heures par semaines) et le développement considérable du marché de la HIFI. Les travailleurs ne peuvent accepter le chômage, ils occupent les usines pour maintenir en état l'outil de travail, conserver les machines afin de faire redémarrer les entreprises rapidement.

Les travailleurs ont organisé deux réunions publiques à Availles Limouzine au cours desquelles s'est formé un comité de Soutien.

Les municipalités de Confolens et Availles ont apporté leur soutien aux

ouvriers licenciés.

Déjà en 1976, lors de la suppression d'une prime de rendement de 250 F, les ouvriers décident la grève, tout en s'organisant en section syndicale CFTD. Le mouvement qui a duré six jours s'est terminé par la signature d'un protocole d'accord à la présentation d'un cahier de revendications.

En 1977, le protocole n'ayant pas été respecté, les travailleurs décident un nouveau mouvement pour obliger Dudognon à respecter ses engagements qui portent sur les revendications suivantes :  
- Prime d'ancienneté, jours fériés, révision des qualifications, paiement régulier des salaires, mise en place d'un comité d'hygiène et sécurité.

Mais d'autres revendications apparaissent portant sur les conditions de travail : Une absence de chauffage pendant trois ans à l'Isle Jourdain (installation provisoire de poêle à bois dans l'ébénisterie, d'un séchoir à maïs et d'un chauffage au gaz dans la salle de vernissage) a mis

chaque jour les ouvriers en péril. Il n'y a aucune protection sur les machines (4 doigts coupés en 10 jours) ; aucun contrôle médical depuis trois ans en raison du non paiement des cotisations à l'URSSAF ; pas d'extincteur pendant 2 ans. A Charraux, il n'y a ni WC ni eau courante.

En plus de ces déplorables conditions de travail, les ouvriers doivent au début de chaque mois aller chercher leur paye du mois précédent à Confolens.

Les travailleurs de la S.A. Dudognon attendent le soutien actif de tous ceux qui se sentent concernés par le maintien de quelques usines dans une région presque exclusivement agricole, où le nombre de chômeurs ne cesse de croître. Ils étaient venus à la fête des travailleurs pour populariser leur lutte. Ils tenaient un stand où chacun pouvait contacter le comité de soutien. Dans chaque usine, les ouvriers accueillent tous ceux qui sont prêts à leur apporter aide et solidarité.

## La mainmise

Dans la région Poitou-Charente, on assiste à une main mise de la bourgeoisie sur des surfaces considérables pour constituer de grosses exploitations ovines. Sous la conduite d'un maître berger, des ouvriers agricoles surexploités élèvent de gros troupeaux de moutons qui chaque jour prennent plus de place face au système de polyculture - élevage adopté par la majorité des petits paysans. Ces mêmes exploités d'une main d'œuvre ouvrière cumulent les postes de responsabilité au Crédit Agricole, à la FDSEA, à la Chambre d'Agriculture. Ils sont étroitement liés au pouvoir ; le candidat PR aux dernières élections législatives est en même temps l'avocat du propriétaire de la ferme de Bellevue.

en tant que paysans et pour refuser les licenciements des ouvriers dans une petite entreprise. Mais dès le départ cette fête était placée sous le signe de l'unité. Le comité de préparation de la journée avait dit « Nous qui travaillons à la terre, à l'usine, sur les chantiers, à l'hôpital ou ailleurs, si notre statut est différent, notre travail profite à un adversaire commun. Et pourtant face à lui, nous restons isolés les uns par rapport aux autres... »

La réussite de cette fête populaire allait montrer que cette union ouvriers paysans pouvait se construire. L'absence des organisations syndicales CFTD et CGT avait une

signification politique claire. Les directions de ces organisations considèrent comme suspectes toutes les initiatives qui sont prises en dehors d'elles. En fait, elles souhaitent entretenir la différence, sinon la division, entre les catégories de travailleurs. Aujourd'hui c'est l'unité des travailleurs qu'il faut construire et l'initiative des paysans anti-capitalistes dont beaucoup militent dans les rangs de Paysans-Travailleurs est à soutenir.

De même, que la démarche des ouvriers agricoles qui construisent l'unité avec des paysans qui refusent d'être des petits patrons, marque les premiers pas de la construction d'un front de classe en agriculture.

Defferre - Giscard, entrevue sur le désarmement le 11 mai.

## CONVERGENCES CERTAINES

Gaston Defferre doit, le 11 mai, conduire à l'Élysée une délégation du PS avec notamment Chandernagor, Charles Hernu et Jean Pierre Cot. Ils discuteront du désarmement et de la sécurité. C'est Giscard qui a proposé à l'opposition de participer à ces discussions. Ils recevra ensuite les présidents des autres groupes parlementaires. Il envisage aussi d'inviter les partis de gauche à faire partie de la délégation française à l'ONU. Le PS pourrait répondre favorablement. La conférence de l'ONU débutera fin mai à New-York.

### GISCARD REVIENT A LA CHARGE

Voici donc une nouvelle tentative d'ouverture de Giscard. Cette politique s'est jusqu'à présent révélée infructueuse. Les derniers épisodes remontent à l'affaire des présidences des commissions parlementaires. Le refus du RPR de s'engager sur le terrain de l'ouverture avait bloqué toute velléité social-démocrate.

De son côté, le PS n'avait pas voulu se démarquer trop tôt de son partenaire, tenu à l'écart. Ce souci-là influera probablement sur l'attitude que Defferre et ses amis adopteront après leur entrevue avec Giscard.

Bien sûr, les dirigeants socialistes se sont empressés de préciser qu'il ne s'agissait pas de «cautionner le gouvernement, mais de participer à un débat

sur un problème important». Une fois ces précautions oratoires prises, le PS peut saisir là une bonne occasion de participer à des instances internationales. Il peut apparaître comme un parti de gouvernement crédible en réponse, par exemple, à certains politiciens de droite, qui estiment que les problèmes de défense sont trop importants pour qu'on puisse en discuter avec la gauche.

Mais que vont se dire Giscard et Defferre sur le désarmement ?

### LE PLAN DE DESARMEMENT PROPOSE PAR GISCARD

Les idées du chef de l'Etat en matière de défense ont été précisées en janvier dernier lors d'un discours télévisé. Tout en manœuvrant en recul par rapport aux orientations gaullistes, Giscard prétend aujourd'hui remettre en cause la tutelle des superpuissances à propos des négociations sur le désarmement. Il propose que celui-ci englobe aussi les armes conventionnelles (les Russes ont l'avantage en Europe dans ce domaine). Et pour participer aux négociations de Genève, il récuse la co-présidence américaine et russe.

La position de l'impérialisme français par rapport aux USA et à l'URSS se retrouve toujours au centre des débats sur la défense. Or aujourd'hui, c'est un impérialisme fragile. Dans



Sur la trace de Mitterrand, Gaston Defferre ira à l'Élysée pour discuter du désarmement.

cette perspective, le plan de désarmement de Giscard ne peut qu'entretenir l'illusion. D'ailleurs, il ne parle plus de la recherche de «l'indépendance» comme De Gaulle, mais seulement d'une «autonomie» de décision par rapport aux Américains.

### LE PS FIDÈLE AUX ALLIANCES ACTUELLES

C'est à peu de choses près le langage que tient Mitterrand. Lors d'une convention nationale, tenue les 7 et 8 janvier, les socialistes essayaient de définir une politique en matière de sécurité. Entreprise laborieuse s'il en fut. De toutes les voix diver-

gentes, il ressortait tout de même la réaffirmation des alliances actuelles. Acceptant le maintien dans l'alliance atlantique, les socialistes se déclaraient prêts à engager la France aux côtés des USA contre l'URSS. Ils ne se distinguent pas de Giscard là-dessus, pas plus que sur le nucléaire. Car si le PS s'affirme prêt à renoncer à l'arme atomique (plus tard), il veut néanmoins la conserver en état.

L'arme nucléaire est donc maintenue et son utilisation en incombe au président de la République. Rien ne vient contredire le gouvernement. Aucune alternative au plan de Giscard ne semble avancée.

Marianne GIRARD

Mai 68 aux «Dossiers de l'écran»

## PAS GRAND CHOSE A VOIR...

Mardi soir, Antenne 2 présentait un semblant de film sur Mai 68 dans le monde. Tout était centré sur les manifestations étudiantes qui ont eu lieu cette année-là un peu partout dans le monde (USA, Brésil, Mexique, Italie, Allemagne fédérale, Japon, Yougoslavie, Pologne, Tchécoslovaquie). Du coup, le bref passage sur la France ne porta que sur le mouvement étudiant, avec une évocation des scènes des émeutes du Quartier latin, les 10 millions de grévistes passant à la trappe.

Pour le débat, on avait choisi l'ultra-réactionnaire Michel Droit, le jeune loup du PCF Guy Hermier, Krivine et le nouveau philosophe Glucksmann. Les universitaires étrangers

étaient quelque peu égarés dans le débat, qui a porté surtout sur la situation en France. Il est vrai que c'est le seul débat sur la question programmé à la télévision.

10 ans après, le ton serait plutôt à la minimisation dans les allées du pouvoir. Michel Droit a oublié sa grande trouille de l'époque pour trouver que mai 68 a été un mouvement positif — par certains côtés !

L'insupportable Glucksmann est intervenu pour une fois à propos pour rappeler une phrase écrite par le même Droit à l'époque, et qui disait de Cohn-Bendit : «Ce petit Boche jofflu et bedonnant».

Face à Guy Hermier, agrégé du PCF prétendant

parler au nom de la classe ouvrière, et qui tendait à s'annexer le mouvement, on peut trouver également utile le rappel d'une phrase de l'Humanité au moment de l'expulsion de Cohn-Bendit : «Il y a longtemps que nous avons informé le gouvernement des dangers que représentait cet individu».

Il faut rappeler le soutien que le PCF a apporté au gouvernement lors de la répression, notamment par son silence au moment de l'interdiction des organisations d'extrême-gauche.

Pourquoi n'y a-t-il pas eu d'issue politique en mai 68 ? Pour Hermier, c'est simple : c'est la faute des socialistes qui ont refusé l'union. Décidément...

Qu'en reste-t-il ? De nouvelles formes de lutte,

de revendications. Glucksmann rappelle la lutte des femmes, des jeunes, les luttes anti-hiérarchiques, la lutte des Lip. Hermier ajoute qu'il ne se désintéresse pas de ces formes de lutte, mais oublie de préciser que c'est assez récent.

Quant à Krivine, représentant de l'extrême gauche officielle, il aura été flatté et sans doute surpris de s'entendre dire par l'invité américain qu'il était au même titre qu'Hermier, «un spécialiste de la classe ouvrière».

Pour lui, un acquis important de mai 68, c'est que désormais un trotskyste puisse s'asseoir à côté d'un représentant du PCF. On a les bilans qu'on peut.

François NOLET

## Les jeunes radicaux de gauche soutiennent Crépeau

Le mouvement des jeunes radicaux de gauche doit exister puisque son conseil national s'est réuni le 1<sup>er</sup> mai pour annoncer son soutien à la candidature de Crépeau à la présidence du MRG. Ils ont estimé que Crépeau était le seul candidat à pouvoir maintenir «l'unité du mouvement, développer une identité originale du radicalisme et maintenir le mouvement des radicaux de gauche dans la gauche».

## Journées royalistes à Paris

La Nouvelle Action Française avait organisé à Paris le week-end dernier des débats sur le thème : repenser la politique. Cette chose voit la solution de nos maux dans la venue au pouvoir du comte de Paris. Ce qui ne l'empêche pas de se compromettre parfois avec la gauche. Une de ses militantes est membre du conseil municipal d'Épinal, élue sur une liste d'Union de la gauche. Des personnalités notoirement de gauche avaient accepté de participer à ce débat, comme l'écrivain René-Victor Pilhes. Le manque de perspectives à gauche pousserait-il certains vers des objectifs pour le moins «rétro» ?

## Subventions de la ville de Paris : ça continue

L'Etat continue les crocs-en-jambe à Chirac. Le conseil municipal de Paris avait déjà refusé, la semaine dernière, de payer la totalité de sa contribution à l'entretien de la police à Paris. Le ministre de l'Intérieur avait fait savoir que l'Etat passait outre à cette décision.

L'affaire rebondit avec la question du financement du déficit de la RATP et de la SNCF-banlieue. L'Etat supporte 70 % de cette subvention. Les 30 % restants sont supportés par les départements, Paris en fournissant la plus grosse partie. Chirac proteste du fait que la part de la ville de Paris est restée la même depuis 1960, alors que la population de la capitale a baissé de 30 %. La préfecture de région a annoncé que rien ne serait changé quant à la répartition. Là aussi, très probablement, la ville de Paris devra s'incliner.

Toute interprétation visant à faire croire à un règlement de comptes entre l'Élysée et Chirac ne serait sans doute pas dénuée de tout fondement.

## Proportionnelle ou pas ?

Le débat sur le mode de scrutin couve depuis longtemps. Faut-il en rester à celui instauré par De Gaulle en 58, et qui a largement favorisé le parti gaulliste, ou faut-il en revenir à la proportionnelle, qui favorise les coalitions de type centriste ? Le débat va être relancé après le dépôt d'un projet de loi du sénateur Caillaud. Celui-ci ne concerne que les seules élections municipales, mais il obligera les partis à se déterminer à nouveau. La gauche est pour la proportionnelle, le RPR farouchement contre, et l'UDF très hésitante.

## Petit Pinochet en France

«J'ai reçu divers témoignages de l'émotion provoquée parmi cadres active et réserve par diffusion du film RAS ayant servi de support à l'émission d'Antenne 2 du 25 avril 78. Vous prie faire savoir à tous les cadres active et réserve que je partage leur indignation et que je ne saurais admettre pour ma part que la liberté d'expression fasse l'objet d'un tel dévoiement dont la morbidité le dispute à la volonté de démolition de l'Etat et de ses institutions. Je ne désespère pas encore de la réaction convenable à l'échelon voulu. Au moment où, de la Bretagne au Liban, en passant par d'autres lieux, l'armée de terre administre de façon exemplaire la preuve de son désintéressement, de son dévouement et de ses capacités, je serais conduit à considérer de la plus extrême gravité le fait que justice ne lui soit pas rendue».

Ce message est signé du général Lagarde, commandant la région militaire de Lille, et publié dans Rouge de mercredi. Déjà la commission de la défense nationale s'était «émue» du passage du film RAS, qui retrace le comportement de l'armée française durant la guerre d'Algérie. Le sujet est encore brûlant, et il existe des Pinochet en puissance, aujourd'hui, en France.

## mai 68 au jour le jour

Samedi 4 - Dimanche 5  
Paris

D'importantes forces de police campent nuit et jour devant la Sorbonne.

Le dimanche 5 mai au matin, 6 manifestants sont jugés en flagrant délit. Les «témoins» sont 3 flics. Il y a 4 condamnations à des peines de prison ferme. C'est la première fois depuis la fin de la guerre d'Algérie qu'une telle sanction est prise contre des étudiants.



Immédiatement, l'UNEF (syndicat étudiant) réagit en appelant à une grève nationale et illimitée à partir du 6. Les étudiants parisiens sont également appelés à manifester le 6 devant la Sorbonne (malgré l'interdiction).

Le SNESUP (Syndicat national de l'enseignement supérieur) appelle lui aussi à un arrêt général du travail, sans parler de grève illimitée : chaque section déterminera librement la forme de son action (le ministère a fait savoir que cette grève sans préavis est illégale).



Le samedi 4 au soir, et le dimanche 5, une foule inhabituelle se regroupe au quartier latin, où règne une certaine effervescence. Les discussions vont bon train, des groupes se forment. Nombreux sont ceux qui sont venus voir la Sorbonne occupée par la police.

Déjà des tracts circulent, appelant à la résistance, à la création de comités d'action.

Les mots d'ordre : «Les flics hors du quartier latin». «Libérez nos camarades». «La Sorbonne aux étudiants». «CRS = SS». «Libertés syndicales». «A bas la répression».

## Hausse du SMIC LE «COUP DE POUCE» DE BARRE : TOUT JUSTE 27 F PAR MOIS

Le conseil des ministres de mercredi a continué dans l'application des mesures du plan Barre III. La semaine dernière, c'était l'annonce d'une impressionnante série de hausses dans les services publics. Cette semaine, c'est la hausse du SMIC qui est décidée. Cette hausse sera d'environ 4%, et applicable dès le premier mai.

Le plan de Barre comporte deux volets : d'une part des mesures directes d'austérité, «vérité des prix» et restructuration de pans entiers de l'industrie, et d'autre part l'annonce d'une concertation, qui doit nécessairement s'accompagner de certaines mesures sociales. C'est dans ce cadre que s'inscrit la hausse du SMIC décidée mercredi par le conseil des ministres. Depuis 1970 (loi du 2 juillet),

l'évolution du SMIC suit automatiquement l'indice officiel de l'INSEE. En principe donc, l'augmentation automatique de ce mois aurait dû être de 2,5%. Elle sera de 4%, et le gouvernement ne se prive pas pour faire savoir qu'il s'agit là d'une mesure de «libéralisme social». Pensez donc ! Les 1,5% supplémentaires correspondent à un coup de pouce de... 27 francs sur le salaire d'un smicard. Ceux-ci gagneront maintenant, sur la base de 173 heures mensuelles, aux alentours de 1830 F. Le CNPF a déjà fait savoir que cette augmentation lui paraissait «maladroite». Pourtant, le train des hausses est déjà lancé : depuis lundi, les tarifs voyageurs de la SNCF ont augmenté de 10%. Ceux des transports-marchandises, pour la SNCF toujours, de 15%.

Déjà certaines entreprises ont fait savoir qu'elles majoreraient leurs prix de vente en conséquence — au nom de la vérité des prix, chère à Barre. Toujours depuis lundi, le gaz et l'électricité coûtent 10% plus cher, les charbons à usage domestique 4 à 6% de plus, les charbons industriels 8%. La taxe téléphonique de base est passée de 40 à 47 centimes. Mais les choses ne vont pas en rester là : dans les prochains jours (le gouvernement garde encore le flou sur la date), les cigarettes augmenteront de 15%. Le lundi 15 mai, le prix du timbre poste passera de 1 franc à 1,20 F. Les autres tarifs postaux augmenteront de 15 à 20%. 15 jours plus tard, ce sera au tour de l'essence : + 16 centimes pour le super et l'ordinaire, + 5, 6 centimes pour le fuel domestique,

+ 10 centimes pour le fuel carburant. Enfin, la vague de hausse des tarifs publics se terminera le 1<sup>er</sup> juillet par une augmentation de 13,6% du métro. Le 1<sup>er</sup> juillet, c'est également la date fixée par le gouvernement pour de premières «libérations des prix» dans le secteur privé.

Dans ces conditions, la hausse de 4% du SMIC apparaît comme bien mince. Surtout si on considère que celle-ci ne se répercute pas forcément sur les autres salaires ouvriers. Ni les «dialogues» entre le CNPF et les confédérations syndicales, ni les pseudo «mesures libérales» de Barre ne sauraient faire illusion : les nécessaires augmentations de salaires ne passeront que par la lutte pour les imposer.

## Congrès de l'UDB

L'Union Démocratique Bretonne a tenu son Congrès le week-end dernier à Brest. Cette organisation avait présenté des candidats aux élections législatives, qui avaient obtenu en moyenne 2 % des voix. Elle avait appelé à voter à gauche au second tour. Un accord avec les partis de gauche avait déjà été conclu pour les élections municipales, ce qui avait permis à l'UDB d'avoir des conseillers municipaux dans plusieurs villes. Mais pour obtenir ces accords avec les partis de gauche, l'UDB avait dû édulcorer quelque peu ses thèmes autonomistes.

Après l'échec de la gauche, ses militants entendent remettre en vigueur la revendication autonomiste. Toutefois, ils ne remettent pas en cause l'alliance avec les partis de gauche, mais n'entendent pas soutenir l'un ou l'autre des deux grands partis contre l'autre. Ils feront le choix de «s'intégrer dans l'Union de la gauche lorsqu'elle existera». Aux prochaines municipales partielles qui se dérouleront à

Saint Malo le 21 mai, elle présentera une liste autonome, la gauche n'ayant pas de liste commune.

L'UDB envisage, dans la période qui vient, d'organiser des débats sur trois thèmes : l'industrialisation de la Bretagne et ses conséquences écologiques, le rôle colonialiste de l'armée en Bretagne, la nécessité (ou non) de l'énergie nucléaire. Autant de thèmes sur lesquels les partis de gauche ne sont pas très à l'aise.

### GISCARD EN CORSE

La période électorale passée, Giscard va reprendre le cycle de ses voyages. Il se rendra en voyage officiel en Corse dans la semaine du 5 au 10 juin, et en Espagne à la fin du mois de juillet. Rappelons d'autre part qu'il sera le 26 mai à New-York pour prendre la parole devant l'assemblée générale de l'ONU.

### Pour la bataille politique de 78

### ABONNEZ VOUS AU QUOTIDIEN DU PEUPLE

6 mois..... 180 F

Nom .....  
Prénom.....  
Adresse.....

### L'Humanité : toujours la méthode Coué

Le moins que l'on puisse dire, c'est que l'Humanité ne se renouvelle guère. Ce n'est décidément pas là qu'on pourra trouver des échos de la contestation au sein du PCF. Tout au contraire, et tout comme avant,

les élections, l'éditorial de L'Humanité de mercredi, signé Francette Lazard, repart en guerre contre le PS, et particulièrement contre Rocard. Adepte de la méthode Coué, Francette Lazard annonce : les «dérobades», et «l'anathème» de Rocard ne sont destinés «qu'à cacher les véritables choix du PS». Mais le pire pour Francette Lazard est de découvrir comment «depuis quelques jours, la totalité des commentateurs appuie la manœuvre du PS».

En somme, tous ceux qui s'intéressent à ce qui se passe au sein du PCF et aux contradictions qui s'y développent appuient le PS... qui Francette Lazard espère-t-elle convaincre ?

### Les jeunes-vieux giscardiens

«100 000 adhérents pour 1981», c'est l'objectif que se fixe le mouvement des jeunes giscardiens, maintenant baptisé «Autrement». Ces jeunes gens ont de vastes ambitions : «Il faut éviter la notabilisation qui ferait de nous des jeunes-vieux». Dans cette optique-là, «Autrement», et parmi eux Henri Giscard d'Estaing, le fils, seront reçus par Barre le 8 mai prochain.

### Demande de contact avec le PCR ml

Nom, prénom .....

Profession .....

Adresse .....

Envoyez au Quotidien du Peuple BP 225,  
75 924 Paris Cedex 19

Le Quotidien du Peuple  
Adresse Postale BP 225 75 924 Cédex 19  
Crédit Lyonnais Agence ZU 470, compte N° 7713 J  
CCP N° 23 132 48 F - Paris  
Directeur de Publication : Y. Chevet  
Imprimé par IPCC - Paris  
Distribué par les NMPP  
Commission Paritaire : 56 942

● «Un grand, un excellent Conseil National». C'est ainsi qu'Edmond Maire entamait son rapport devant la presse, mardi matin. Visiblement, il avait atteint son but : depuis les élections, la direction confédérale avait mis en application le «rapport Moreau», sans être réellement mandatée pour le faire, puisque le précédent Conseil de janvier avait fait échec à ces propositions. Cette fois, Maire et son équipe son «clairement mandatés» pour continuer ! «Une cohésion remarquable, pas de faux compromis... à l'évidence, la tribune savourait sa revanche. Pensez donc : 87,93% des voix pour la résolution, 0% contre, 12% d'abstentions (l'Union Régionale d'Auvergne, les fédérations de l'Alimentation, des Banques, de la Construction Bois, des Finances, et Hacuitex, 5 organisations ayant partagé leurs voix)». Enfin donc, on allait pouvoir passer aux choses sérieuses, puisque le fameux «recentrage de la pratique» cédétiste qui avait suscité une opposition importante il y a quelques mois, était quand même entériné.

D'après Edmond Maire, on arrive donc à une quasi unanimité. Bien sûr, il y a eu des débats. Mais rien de grave, paraît-il : c'était surtout une question de communication : les militants n'avaient pas compris, et bien sûr, c'est la faute de la presse, qui a une fois de plus dénaturé les propos du secrétaire général. Question de compréhension, sans doute, que les négociations tous azimuts prônées par Maire et les siens ? Pour eux, s'il n'y a pas eu de luttes dans la période récente, c'est parce qu'il n'y avait pas de négociations possibles ! «La négociation n'est pas un acte de faiblesse, de recul, ce n'est pas la partie impure de la pratique syndicale». Sans doute. Cela

2 400 F, ce n'est pas capital. Pour eux, c'est de la démagogie, on peut attendre quelques années pour l'atteindre. Par contre, ce qui presse, c'est d'obtenir des résultats, même partiels ! Mais quels résultats ? Puisque la lettre de Barre est claire : les négociations engagées ne remettront pas en cause les plans du gouvernement. Et ces miettes qu'on nous jettera peut-être, sont, de l'aveu même de Maire, «hypothétiques» ! Alors, pour qui nous prend-on ? Pendant des mois, les 2 400 F ont été la carotte qu'on a agitée pour essayer de faire gagner la gauche. Et aujourd'hui que ça n'a pas marché, on nous dit que cette revendication est

pour eux, ce n'était pas une erreur d'interprétation ! Alors, tous les discours sur les luttes par branches, par secteur, ils ne risquent pas d'y croire. On peut leur expliquer que la droite ayant gagné, il faut être réaliste, il faut se contenter de résultats partiels ! Ils sont vu concrètement ce que valait le fameux «recentrage» de Moreau et de Maire, et ils n'en veulent pas !

#### DES PAROLES AUX ACTES

Maire prétend être «à la fois fondamentalement anti-capitaliste et fondamentalement pour la négociation». Mais dans les faits, que se passe-t-il ? Quand on demande comment la confédération compte entreprendre la lutte sur la question du SMIC, Mercier précise qu'«il n'y a pas de réponse en terme de mobilisation nationale» que les smicards sont un «secteur difficile à organiser pour la lutte, à syndiquer», et qu'il vaut donc mieux «négocier des augmentations par branche» ! Mais il faut être clair : Barre en a d'ores et déjà fixé les limites : ainsi l'indice Insee, archi truqué servira de base, et le patronat est invité à ne pas «déraper»... Est-ce «fondamentalement anti-capitaliste», que de faire appel à l'«intelligence des patrons», qui se rendent compte qu'il vaut mieux lâcher un peu de lest pour éviter les conflits ? Leur conseiller de réfléchir sur les conditions de travail pour lutter efficacement contre l'absentéisme ? Avoir pour principal souci, en matière de politique unitaire, de rechercher les formes d'action susceptibles de rallier FO ? Comment se fait-il donc qu'aucun démenti n'est venu, quand des bruits persistants affirment que Moreau, l'éminence grise de la confédération, avait rencontré secrètement des collaborateurs de Barre ?

#### LEUR OBJECTIF : ORGANISER L'ATTENTISME

Que cherchent-ils donc ? Le premier mai, la direction CFDT a délibérément refusé de mobiliser. Maire a fait savoir qu'il était fatigué. En fait, il ne cache guère qu'il a passé son premier mai à préparer sa conférence de presse de mardi, la discussion de mercredi avec Ceyrac, et que s'il n'est pas allé défiler, c'est qu'il n'était pas «motivé», qu'il pensait que cette manifestation n'enga-

geait pas le sort de la classe ouvrière. D'ailleurs, n'est-ce pas, il n'y avait pas grand monde... Les travailleurs, c'est bien connu, ne sont pas mobilisés...

Mais comment explique-t-il que les cortèges les plus combattifs et les plus nombreux, partout, aient été ceux que les confédérations condamnent, refusent ? Comment explique-t-il qu'au Puy, les tanneurs ont reçu comme il convient le ministre Barrot, et qu'ils s'étaient trois fois plus mobilisés pour cette action que pour le défilé syndical du 1<sup>er</sup> mai ?

Non, la défaite de la gauche, contrairement à ce qu'on veut nous faire croire, ce n'est pas la défaite des travailleurs ! Partout où

ils parviennent à s'unifier sur des objectifs de lutte, à dégager des perspectives ils se mobilisent. Maire et son équipe veulent nous faire croire, qu'il n'est pas possible d'obtenir grand chose, et qu'il vaut donc mieux être réaliste.

Ce qu'ils craignent aujourd'hui, ils ne s'en cachent pas, c'est qu'un mouvement de luttes se développe, dans une période où ils n'ont pas de débouché politique pour canaliser les luttes. Pour eux, obtenir des miettes est devenu quelque chose de vital, pour empêcher le mécontentement de grandir. Que cherche Barre, de son côté, si ce n'est de maintenir le calme social ? Mais que Maire ne s'y

trompe pas. Pour les syndicalistes CFDT qui depuis des années, ont mis toutes leurs forces au service des luttes, il n'est pas question qu'une telle orientation puisse dominer leur syndicat. S'ils en ont assez des journées d'action qui ne mènent à rien, ils ne veulent pas davantage de ces négociations qui mènent à des miettes, ils ne sont pas prêts à se laisser déposséder des acquis de toutes leurs luttes, sous prétexte de «réalisme». Aujourd'hui, le réalisme commande d'entreprendre la bataille contre le nouveau plan Barre, pas de passer son temps dans les fauteuils moelleux de salons élyséens.

Monique CHÉRAN



Les hospitaliers en lutte dans la région du centre ont vainement attendu de la confédération une coordination de leur lutte avec les hôpitaux des autres régions.

dit, on se demande bien sur quelle base, avec quel rapport de forces Edmond Maire rencontre Ceyrac mercredi soir ! Ce n'est pas important, voyons. «Barre est plus ouvert qu'il y a un an et demi», nous a révélé le secrétaire confédéral. Cela ne l'empêche pas de lancer des hausses sans précédent, et de refuser toute négociation sur le SMIC. Mais c'est tellement secondaire que Maire a failli oublier d'en parler à la télé, tellement le positif semblait l'emporter ! Car, toujours selon lui, «des résultats non négligeables ont été obtenus... la lettre de Raymond Barre aux syndicats n'aurait pas existé sans la CFDT» ! Merci.

#### RIEN SUR LE SMIC !

Ce que Maire et son équipe veulent nous faire croire, c'est que le SMIC a

«productiviste», «quantitative», et qu'il faut s'élever un peu par rapport à ces contingences...

Il n'y a pas là qu'un simple problème de compréhension car de nombreux syndicalistes sont écœurés par toutes ces visites à l'Élysée, à Matignon, et ailleurs. Ils ont très bien compris, au contraire. Pour les hospitaliers, venus manifester à Paris après des semaines de lutte étouffées par leurs fédérations, c'était clair. Quand ils accusaient certains d'«aller cirer les pompes à Giscard», ce n'était pas sous l'influence de la presse ! Depuis des semaines ils se battaient, sans obtenir de leur fédération qu'elle prenne en mains la coordination de tous les centres en lutte. Les 100 jours accordés par Maire à Barre pour faire ses preuves, cela avait bien un sens

## Appel de la section CFDT-BNP aux travailleurs

lors de la manifestation du 1<sup>er</sup> mai à Paris

Le cortège de la section CFDT BNP était vraiment un des plus combattifs de la manifestation du 1<sup>er</sup> mai à Paris. Les employés de cette section suspendue

arbitrairement par le syndicat parisien des Banques, ont diffusé à cette occasion un appel aux travailleurs, contre la sanction dont leur section est l'objet. Ils

affirmaient de la sorte publiquement, que la section existe toujours et poursuit la lutte. Nous publions cet appel :

### La section CFDT-BNP s'adresse à vous

Il n'est pas habituel de voir une section syndicale s'adresser directement à l'ensemble des travailleurs sur des problèmes internes et pourtant, nous y sommes contraints aujourd'hui.

En effet, le 9 janvier dernier, le Conseil du Syndicat Parisien des Banques décidait la suspension de la Section CFDT BNP, au mépris de la démocratie la plus élémentaire : les conseillers qui ont voté la suspension, n'étaient en rien mandatés par leur section, puisque la sanction n'était pas à l'ordre du jour.

Des assemblées générales et le Congrès de la Section avaient pourtant démocratiquement élu à la fin de l'année 77 des instances représentatives. Une minorité s'est servi de son influence dans les structures du Syndicat et de la Fédération pour «sanctionner» la plus importante section du Syndicat Parisien des Banques

(elle a environ 1 000 syndiqués).

Ainsi a-t-on pu assister dans un Syndicat se réclamant du socialisme autogestionnaire :

— A la mise en place d'un collectif de «tutelles».

— Puis à la mise en place d'une commission auto-désignée.

— A des reports successifs d'un Congrès qui aurait dû se tenir il y a plus d'un an.

— A des manœuvres tendant à discréditer notre section (informations tronquées ou mensongères, amalgames abusifs, «mise en quarantaine» des élus (118 sur 140) qui ne reconnaissent pas les mesures prises par le syndicat).

En dépit de toutes les difficultés que nous avons rencontrées (difficultés matérielles, période pré-électorale peu favorable), nous avons essayé de fournir à toutes les sections CFDT qui le désiraient les éléments indispensables à la compréhension de ce con-

flit. Ce travail, nous sommes déterminés à le poursuivre.

Nous espérons aussi que le Congrès du Syndicat Parisien qui aura lieu les 23 et 24 mai permettra dans le cadre d'une franche et démocratique confrontation de résoudre un problème en dernière instance préjudiciable à l'ensemble du Syndicat, et donc au personnel des Banques, face aux nombreuses attaques du patronat bancaire (restructuration, conditions de travail, salaires...).

Parallèlement, nous avons continué à défendre les intérêts des travailleurs, leurs revendications. Aujourd'hui, nous défilons, solidaires de tous les travailleurs en lutte, contre le 3<sup>e</sup> plan Barre et pour l'ensemble des revendications dont les 35 h.

Pour tous contacts : Permanence CFDT BNP, Barbes, 8 rue de Sofia 75 018 Paris. Tel : 244 35 87, 244 37 96 ; 244 45 18.

**abonnez-vous  
abonnez vos amis**



**LA CARTE D'ABONNÉ AMI  
DU QUOTIDIEN DU PEUPLE  
VOUS DONNE DROIT**

**A un abonnement à :**

- *Front Rouge*, revue politique et théorique du PCR ml.
- *Pékin Information*.
- *La Chine en construction*.
- Réception du *Manifeste pour le Socialisme*.

**et à un livre ou un disque au choix :**

**Le tome V de Mao Tsé-toung.**

Ou parmi les livres :

- *Eugène Varlin, pratique militante et écrits d'un communard* (Paule Lejeune)
- *La Commune en bandes dessinées*
- *Les dix jours qui ébranlèrent le monde* (John Reed)
- *Ma plume au service du prolétariat* (Haoran)
- *Danger ! Amiante* (Collectif intersyndical sécurité des universités Jussieu, CFTD, CGT, FEN).
- *La Commune de Paris* (Lissagaray)
- *La Chine à la mort de Mao* (Alain Bouc)
- *L'usine de la peur* (Daniel Bouvet)
- *Salaires aux pièces*
- *L'électro-nucléaire* (CFTD)
- *Nucléaire, danger immédiat*
- *Les écoles rurales, quel avenir ?*

Parmi les disques :

- *Kan Bale la poblek breizh*, chants pour le peuple breton, soutien aux familles des détenus politiques bretons.
- *Viva la Vida*, Carlos Andreou.
- *Terre de ma patrie*, chants palestiniens de l'intérieur par Mustapha El Kurd et la troupe de Balaline.
- *Radio Renaissance*, chants interprétés par le GAC.
- Au choix, disques chiliens : *Checca*  *Chile*  *Resistencia*
- *Naussac*
- *La Résistance Palestinienne chantée par ses enfants*
- *Ki Du* (Gilles Servat)
- *Ça branle dans le manche* (François Tusques)
- *Le pouvoir des mots* (Gilles Servat)
- *Dansons avec les travailleurs immigrés* (François Tusques)

**Sur présentation  
de la carte «abonné-ami»  
du Quotidien du Peuple**

- Entrée gratuite dans les meetings et réunions du PCRml
- réductions dans certaines librairies et cinémas dans les grandes villes.

Nom (en capitales) : .....  
Prénom : .....  
Ville : .....  
Date : .....

- Abonnement normal 350 F
- Abonnement de soutien 600 F
- ... F

Mode de versement : - en une fois  - en trois fois

Indiquez par une croix dans les cases vos différents choix.  
Découpez et renvoyez au Quotidien du Peuple

BP 225 75924 Paris Cédex 19  
Crédit Lyonnais Agence ZU compte n° 7713 J.

Le prix de l'abonnement est de 350 F, qui peuvent être versés soit intégralement à la commande, soit en trois fois (200 F à la commande, puis 100 F et 50 F, échelonnés sur trois mois. Nos abonnés disposeront d'une carte «abonné-ami», qui leur donnera un certain nombre d'avantages.

## LUTTES OUVRIERES

Chantiers Terrin (Marseille)

### ● L'occupation reconduite ● 1 200 travailleurs à Paris mercredi

Les travailleurs des chantiers de réparation navale Terrin à Marseille ont décidé en ce début de semaine de poursuivre l'occupation de leurs locaux de travail, soit des treize sociétés du groupe. Cette décision fait suite au dépôt par la direction des chantiers, d'une déclaration de cessation de paiement devant le tribunal de Marseille, première mesure dans la voie d'une restructuration en profondeur.

Il est pratiquement sûr que cette déclaration de cessation de paiement va être suivie dans les jours qui viennent d'une mise en règlement judiciaire. Certes, celle-ci va permettre de poursuivre l'exploitation des chantiers, avec l'assistance de plusieurs syndicats, mais quelques semaines tout au plus... avec au bout de ce laps de temps des milliers de licenciements. Un membre de la direction, dans la journée de mardi, ne l'a d'ailleurs pas caché : «*La survie du groupe, a-t-il déclaré, dépend de la rapidité des mesures qui seront prises pour alléger les effectifs et résoudre la crise d'autorité latente à laquelle est largement due la situation actuelle*». On ne peut pas être plus clair ! Ce sont

des milliers de licenciements qui sont envisagés, dans le groupe Terrin même, mais plus largement parmi les 9 000 travailleurs des 248 petites et moyennes entreprises sous traitantes qui travaillent plus ou moins pour Terrin, dans la région marseillaise.

Sultan, secrétaire général de l'Union Métallurgique CGT des Bouches du Rhône a pris position en fin de semaine, à propos de la situation. «*Nous devons réagir, tenir un langage clair, celui de la mobilisation générale, pour une reprise et pour arrêter une dégradation qui, jour après jour, prendrait une tournure intolérable... Nous sommes convaincus que l'avenir du groupe a été décidé depuis long-*



temps par le patronat et le gouvernement, mais l'application des mesures qui ont été fixées a été repoussée jusqu'ici par crainte de la réaction des travailleurs». Ce dernier point ne fait en effet aucun doute. Mais pour quel objectif, la direction cégétiste parle-t-elle de «*mobilisation générale*» ? On sait d'ores et déjà que la direction du syndicat CGT Terrin, avec la CGC a accepté le principe de la mise en pré-retraite, de nombreux travailleurs, s'il venait à être retenu par la direction. On sait pourtant que derrière ce vocable se cachent dans tous les cas, des retraites au rabais et donc licenciements bien réels !

Quant à l'action proprement dite, 1 200 travailleurs, à l'appel de la seule CGT, manifestaient ce mercredi, venus en train

spécial de Marseille à Paris. La direction CGT devait demander à cette occasion à être reçue au ministère de l'Économie, à celui des Transports ainsi qu'au secrétariat général à la Marine Marchande, «*afin d'obtenir toutes les mesures aptes à garantir leurs emplois (aux travailleurs) et l'avenir de la réparation navale à Marseille*». Si cette manifestation contribuera, certes à faire connaître quelque peu la lutte des travailleurs de Terrin, il reste que c'est bien les actions sur le terrain avec la population et les travailleurs marseillais dépendant ou non de Terrin, dans les jours et semaines à venir qui peuvent principalement imposer des reculs significatifs et empêcher les mauvais coups des patrons.

Richard FEUILLET

Communiqué  
de la section CFTD  
des Thermes  
(Aix-en-Provence)

### Les patrons, la justice et les ouvriers.

Depuis le 28 mars 1978, les travailleurs de la société des Thermes Embouteillage se battent pour obtenir le droit de travailler.

Face à un patron de choc, les travailleurs des Thermes organisés à la CFTD ont fait appel à la justice pour obtenir satisfaction. Ils demandent la suspension du cas de force majeure invoqué par le patron pour licencier. Après huit jours d'attente, le tribunal d'Aix, le 25/04/78, s'est déclaré incompétent. Une fois de plus, la justice s'est prononcée contre les travailleurs en lutte pour la défense de leur emploi. Le patron des Thermes n'a pas de soucis à se faire, la justice est avec lui.

Les travailleurs, avec le soutien de la CFTD, ont décidé de continuer à se battre pour obtenir satisfaction. Les travailleurs appellent la population aixoise à les soutenir dans leur lutte en venant participer nombreux, samedi 6 mai 1978 à 21 h au Centre Culturel et Social Paul Cézanne, Cité Beisson, à Aix en Provence, au grand bal de soutien aux travailleurs des Thermes. Ambiance, jeux, buvette. Participation : 10 F

On peut envoyer des communiqués de soutien et le soutien financier à l'Union Locale CFTD, section des Thermes, rue Pierre et Marie Curie, 13 100 Aix en Provence.

Joint Français  
(Saint Briec)

La direction du Joint Français a annoncé devant le comité d'entreprise des mesures qui sont une véritable attaque contre les travailleurs de l'usine : arrêt d'une semaine dès mardi, réduction des horaires, arrêt total

des heures supplémentaires, blocage des salaires, incitation à la pré-retraite à 59 ans, c'est-à-dire licenciements déguisés pour réduire l'effectif.

Correspondant  
St Briec

### Hôpital Henri Mondor (Créteil) débrayages pour l'augmentation des effectifs

Depuis la semaine dernière, plusieurs services généraux (cuisine, brancardage, radios) se sont mobilisés contre le manque d'effectifs. De nombreux arrêts de travail ont été observés pour appuyer les délégués syndicaux CGT et CFTD au bureau du directeur. Ils ont été reçus par la direction, vendredi, à 11 heures et nous avons demandé le comblement de 25 postes d'agents hospitaliers en priorité et dans un deuxième temps que soient comblés tous les cadres budgétaires. La direction a proposé de demander à l'administration générale l'embauche de seize agents, alors qu'il en manque 18 dans le seul service de cuisine. Nous devons nous organiser pour imposer nos revendications et la création de 404 postes de mandés par la commission de surveillance le plus vite possible.

Correspondant Henri Mondor

Nouvelle intervention policière contre les radios libres

## NON A L'INTERDICTION DES RADIOS LIBRES

● Nouvelle intervention policière contre une Radio libre. Mardi 2 mai, alors que Radio Roquette avait commencé son émission depuis une dizaine de minutes, une vingtaine de flics en uniforme et quelques-uns en civil faisaient irruption dans le studio d'émission. Le pouvoir semble donc avoir choisi l'épreuve de force contre les radios «libres».

13 h 30 mardi, «Radio Roquette», une radio libre de quartier (elle tient son nom de la rue où elle s'est installée à Paris) commence une de ses émissions, devenues courantes maintenant. Le temps de passer un disque, d'annoncer le programme, de raconter comment et pourquoi les flics sont intervenus contre une autre radio dans la région parisienne vendredi dernier (cf. *QdP* n° 690), un autre disque dont on ne pourra entendre la fin... les flics étaient là, embarquant tout le monde présent. Cette fois-ci, les auditeurs n'auront même pas eu le privilège de suivre l'intervention policière : les flics ont trouvé le moyen d'interrompre rapidement l'émission.

Une cible pour les flics qui, comme pour «Radio 93», ne semble pas avoir été choisie au hasard. «Radio Roquette» avait choisi, elle aussi, de faire ses émissions en public et l'avait, de plus, annoncé dans le quartier par voie d'affiches. Au programme, la parole aux «rockies» et à des jeunes délinquants, à des habitants du quartier... Le pouvoir s'orienterait donc vers l'interdiction des radios qui donnent la parole à des personnes qui auraient quelque raison d'être révoltées par une société qui ne leur offre aucune perspective... Les radios qui choisissent de servir comme outil de lutte, ou plus simplement comme moyen de réflexion et de discussion, qui sont en marge de la pensée et des discours officiels, sont la cible du pouvoir.

A l'heure de l'intervention policière contre «Radio Roquette», une autre radio, qui revendique le qualificatif de «libre», émettait depuis les Champs-Élysées, d'un lieu tout à fait connu des flics ; il est vrai que cette radio «libre» (Génération 2 000) ne cache pas ses sympathies pour les partis politiques de droite, ce qui lui permet sans doute de continuer impunément ses émissions, qu'elle a reprises depuis quinze jours...

Mais pour les collectifs de radios libres, l'heure est

à la riposte. Ce mardi avait lieu une conférence de presse de ceux-ci qui, vu la nouvelle répression, s'est transformée en débat sur les moyens et la forme que pourrait prendre la riposte. La première, annoncée hier dans nos colonnes, est une émission en public depuis la librairie qui abritait Radio 93 à Saint-Denis, avec la présence d'un membre de chaque collectif radio. En même temps, les radios libres émettront sur leurs longueurs d'ondes respectives. La volonté de sortir de la clandestinité, déjà concrétisée par certaines radios, semble être la voie prise par l'ensemble d'entre elles comme un des moyens de faire face à la répression en créant une sensibilisation de nouveaux auditeurs que permet cette formule.

L'intervention policière représente pour le pouvoir une censure efficace, au moins temporairement pour les radios visées. Mais elle a l'inconvénient pour celui-ci d'être voyante et par là même permet une riposte de plus d'ampleur que par cette autre censure qu'est le brouillage systématique des émissions. Le brouillage n'a pour l'instant qu'un effet limité, notamment par le public encore restreint des radios libres : l'émission reste audible dans un certain périmètre. Alors, quand la radio remet un tant soit peu en question «l'ordre» établi, la matraque vient tenter d'achever l'œuvre du baillon. La matraque s'abattra-t-elle sur toutes les radios libres qui ont décidé de parer au brouillage ? Pour parer le brouillage, utiliseront-elles une méthode qu'elles avaient jusque-là proscrite pour «préservé la liberté d'audition du public des radios officielles» : il s'agit de «coller» à la fréquence utilisée par les radios de l'Etat.

En encadrant celles-ci de très près, les brouilleurs de TDF seraient obligés, soit d'interrompre leur activité, soit de brouiller en débordant en même temps les radios et le monopole qu'elle prétend défendre.



Emission publique de Radio 93, le 25 avril avec les travailleurs de la cité Leroy-des-Barres à Saint Denis (Photo Mathieu Polak).

Une autre méthode pour rendre caduque l'efficacité du brouillage serait la multiplicité des émetteurs libres. TDF a en effet une capacité de «censure» limitée. Toutes ces méthodes peuvent, bien entendu, être utilisées conjointement, complétées par des pétitions que font circuler les collectifs contre le brouillage, le monopole, pour la solidarité avec les radios investies par les flics...

Car il s'agit avant tout de créer une mobilisation large contre le monopole et l'atteinte à la liberté d'expression qu'il sous-entend, pour le droit aux radios libres d'exister. L'extinction du monopole, en effet, ne signifierait pas

pour autant la reconnaissance des émetteurs libres : le récent décret, signé par trois ministres, prévoit la fin du monopole par des dérogations que le pouvoir délivrerait selon son bon vouloir. Ces dérogations seraient délivrées «à titre précaire et révocable» par le premier ministre !

Les collectifs de radios libres n'entendent pas demander individuellement des dérogations, mais exigent l'abrogation du monopole et le droit d'émettre pour chacun d'eux. Pour l'outil qu'elles représentent, pour la liberté d'expression, soutenons les initiatives des radios populaires !

Pierre CHÂTEL

Vieille de 70 ans, la toiture d'une usine de Lille s'effondre

## Deux ouvriers assassinés, huit blessés



Mardi 10 h du matin. Les cent ouvriers de la charcuterie industrielle Brouly Ylor travaillent dans les ateliers vétustes et insalubres de l'usine. Brusquement, un énorme craquement : la toiture d'un atelier où travaillent une quinzaine d'ouvriers s'effondre. Pas le moindre craquement ne l'avait annoncé. D'un monceau de plâtre et de poutrelles métalliques, on retire les corps de deux ouvriers, tués sur le coup. Huit autres sont blessés, dont quatre sont dans un état qualifié de sérieux au Centre hospitalier régional de Lille. Les recherches se poursuivaient d'ailleurs encore la journée de mardi, car on ignorait le nombre exact d'ouvriers présents

dans l'atelier à cet instant. M. Houdin, cogérant de la fabrique de jambon, jure ses grands dieux que l'accident était imprévisible. La toiture de 200m<sup>2</sup> avait été vérifiée l'hiver dernier et ne présentait selon ses dires «rien d'anormal». A ceci près que la vérification ne portait pas sur la solidité de la structure, mais sur son étanchéité. Ce qui n'est pas tout à fait pareil.

A ceci près que la toiture avait été construite avant la guerre de 14 et que plus d'un ouvrier avait mis sa solidité en doute.

A ceci près que lorsque cent ouvriers travaillent sous un toit prêt à s'effondrer, la négligence prend un caractère criminel.

### PARIS : CONDAMNATIONS APRES LE 1<sup>er</sup> MAI

5 personnes ont été condamnées à des peines de prison avec sursis au tribunal de flagrant délit de Paris. La plupart des peines sont assorties du sursis. Par ailleurs 6 personnes ont été mises à la disposition de la justice.

### REPRISE DU PROCES CROISSANT

Le procès Croissant a repris à Stammheim. 3 des quatre chefs d'inculpation ont été rejetés par le tribunal, conformément à l'avis d'extradition de la cour de Paris. Le tribunal a rejeté la demande de mise en liberté provisoire de Klaus Croissant.

### TUE A LA SOLMER

Emile Delgado, 25 ans, de Martigues est mort écrasé entre un élévateur et des bobines d'acier, à la Solmer.

## GRANDE FETE DE RADIO LIBRE 59

Le vendredi 5 mai à 19 heures à la MJC Max Dormoy de Lille

Une émission en direct sera réalisée et de nombreux groupes participeront gratuitement à cette fête, entre autres : le Trio de Free-Jazz Jacques Mahieux, Musélet et Ph. Deschepers, le Duo de Folk Yves et Luc, la Fanfare de Rue Peterinck, le groupe pop Gin Fuzz, le fakir Avalpamundi, le chanteur J. Mahieux, le groupe de Folk de Dany Loridon ainsi que des musiciens de la Cour des Miracles et de Mabidon...

L'animation de cette fête de soutien (prix à partir de 15,00 F, le bénéfice de la fête ira à Radio libre 59 afin d'acheter des composants de nouveaux émetteurs) sera aussi un essai de représentation de l'alternative nécessaire au ni-

veau des médias pour une véritable liberté d'information sur les phénomènes sociaux de toutes sortes : dans la lignée des 3 mois de radiodiffusion différente - 29 émissions dont 4 en direct - de Radio libre 59, dans la métropole lilloise et la région, comme d'ailleurs 2 ou 3 autres radios libres locales (Radio Sortie de secours).

Un stand d'information sera tenu sur le «pourquoi» de notre radio libre, un film vidéo sur le «comment» de nos activités (technique de travail et de réalisation d'émissions) et même un théâtre de marionnettes pour enfants, Guignol, n'acceptant plus de «faire ou d'écouter la différence» mais désirant créer avec les gens de son

quartier SA propre Radio et refusant la répression du gendarme.

De nombreux stands d'organisations soutenant notre action d'existence dans la région, de gens, de travailleurs, de femmes et de militants en lutte, acceptant avec nous un véritable débat sur la nécessité de supprimer le monopole d'Etat de la radiotélédiffusion actuelle, participeront à l'expression de cette fête Radio Libre 59 (...)

Radio libre 59 vous invite donc cordialement en vous rappelant que les émissions reprendront régulièrement à partir du 3 mai, les mercredi, jeudi et vendredi samedi à 18 h 30 sur 99,7 Mhz en Modulation de fréquence.

## Procès d'un fasciste à Grenoble :

## PEINE LEGERE POUR TUEUR

Le mardi 2 mai avait lieu à Grenoble le procès en correctionnelle du fasciste Peroncel qui avait lancé une grenade offensive dans les locaux de la Maison pour Tous de Saint-Laurent, lors d'une réunion du Comité Malville où, malgré tout, il n'y avait pas eu de blessés.

Cet acte lâche avait été perpétré en juin 77 en pleine préparation de la manifestation nationale du 31 juillet, contre le projet de Superphénix. Un an après les événements, le plastiqueur de service a été condamné à un an d'emprisonnement, dont trois mois fermes, et à 300 francs d'amende à payer à chacun des deux membres du Comité Malville qui se sont portés partie civile, et à 6 394 francs de dommages et intérêts pour les locaux endommagés.

Le fasciste Peroncel, qui avait déjà purgé trois mois et demi de préventive, se promènera donc en toute liberté.

Les arguments de son avocat : « Il a eu une enfance malheureuse... Il a femme et enfant en Nouvelle Calédonie, laissez-le donc les rejoindre et reprendre son travail... Il n'était venu en France que pour voir son père » (!) (C'est sans doute en passant qu'il a eu ce geste

« malheureux » qu'il regrette tant...) « Mon client est amendable. Il a seulement défendu les idées cocardières de son père, un gaulliste, ancien de Co-rée et d'Indochine ».

On a pu remarquer la présence de membres du RPR dans la salle. L'avocat de la défense trouvait le montant des dommages et intérêts demandés exagéré : les locaux « étaient déjà en mauvais état ».

Trois mois de prison, voilà ce que risque tout fasciste qui a menacé de tuer une vingtaine de personnes. Ce jour-là, on a condamné une femme à 300 F d'amende pour une fausse attestation... Les risques semblent moins élevés pour ceux qui manifestent la volonté de tuer... Et si, à la différence de Peroncel, vous avez la chance de n'être pas rattrapé par vos victimes quand elles en réchappent, alors vous pourrez agir en toute impunité. Des gestes de cette importance ne semblent pas intéresser les flics. Ceux qui ont plastiqué, peu auparavant, la nouvelle Bourse du Travail, bien connus par la police, n'ont pas encore été retrouvés...

Correspondance

## Procès d'Aix : UN JUGE QUI VEUT BAILLONNER LES FEMMES

Au scandale que représente le fait de devoir attendre quatre ans pour que le crime parfaitement établi de trois violeurs soit reconnu, le président du tribunal d'Aix a tenu à ajouter sa révoltante répugnance à laisser les femmes citées à la barre des témoins dire ce qu'est le viol. L'une des rares qui ait pu parler, Florence d'Har-court, a eu ce dialogue : « J'ai rencontré récemment les jeunes femmes. J'ai vu dans leur regard, leur comportement qu'elles étaient encore meurtries, effrayées blessées dans leur corps et dans leur cœur ».

— « Vous avez dit récemment ? Alors ce n'est pas au moment des faits. Votre témoignage serait hors des dispositions du code pénal », lui objecte le président.

— Le viol est une atteinte contre les femmes... reprend-elle.

— Vous croyez que nous ne le savons pas ? Vous nous prenez pour des illettrés ? etc... Les autres femmes seront purement et simplement interdites de parole si elles refusaient de s'en tenir « aux faits ». Et là rien n'a été épargné aux deux femmes violées, qui ont dû pour convaincre de mensonge leurs tortionnaires et prouver la vérité de leurs accusations, descendre jusqu'au plus petit détail de l'agression. Repu de ces faits, le président du tribunal d'Aix est obligé de reconnaître officiellement que ce viol-là est un crime mais refuse de par-

ler du viol. En répétant comme un leit motiv qu'il s'agit de juger trois hommes et non le viol, le juge refuse en fait de reconnaître le droit des femmes en reconnaissant la violence qui lui est faite.

Cela repose le problème que le mouvement des femmes a déjà rencontré lors d'autres procès : suffit-il de faire admettre que le viol est un crime pour que soit reconnu le droit des femmes sur leur propre corps et leur dignité ? Si les peines en Assises vont jusqu'à 20 ans lorsqu'il s'agit d'un immigré, la cause des femmes n'en a pas progressé pour autant. Les premiers succès rencontrés contre la justice et l'utilisation qui en est faite par les juges, exigent que de nouvelles formes soient trouvées pour que la reconnaissance de la dignité des femmes soit même imposée. C'est tout un débat qui anime aujourd'hui le mouvement de femmes.

## MORTE A 18 ANS, VIOLÉE

Les débats d'Aix prennent leur relief à Soissons. Une jeune lycéenne algérienne de 18 ans est morte après avoir avalé des barbituriques et de l'eau de javel. Celui qui l'avait violée n'avait pas été poursuivi après la plainte qu'elle avait déposée.

## Hoboken (Belgique)

## LA POLLUTION RESTE, LES ENFANTS S'EN VONT

● Hoboken. Cette petite cité ouvrière, de la banlieue d'Anvers en Belgique continue à faire parler d'elle : depuis près d'un siècle, l'usine « La Métallurgique » crache sa poussière de plomb, poussière toxique qui pollue l'air, le sol, les jardins ouvriers de la cité qui abrite 3 000 personnes. Aujourd'hui, toutes les écoles viennent d'être fermées et les enfants replacés ailleurs !

Les enfants d'Hoboken étaient anormalement malades : maux de tête, troubles nerveux et musculaires, retards scolaires, etc. A la suite des protestations, le ministère belge de la santé fait procéder à des recherches de plomb dans le sang à partir de 1974. Mais aucun résultat n'est fourni aux parents qui peuvent ainsi penser qu'il n'y aurait « pas de problèmes »... Or le taux de plomb, révélé par des contre expertises ordonnées par le docteur Chris Merckx, un médecin qui se place au service des travailleurs, est chez de nombreux enfants très supérieur aux doses limites admissibles ! Les experts du ministère, couvraient

donc la direction de l'usine, et méprisaient complètement la santé des enfants ! Parmi les enfants de plus de 8 ans, plus de la moitié présentent des troubles dus au plomb et 40 ont dû être hospitalisés ! Pendant ce temps « la Métallurgique » continue à cracher, à chaque heure qui passe ses cinq kilos de plomb : la « norme » admise par le ministère !

## « QU'ILS HABITENT AILLEURS ! »

Une quantité inouïe, direz-vous, mais mieux encore c'est « la Métallurgique » elle-même qui est chargée de « contrôler » ce qu'elle rejette et de transmettre ses « relevés » au ministère...

Le 18 avril dernier 2 000 travailleurs d'Hoboken manifestent dans la rue pour exiger la fin de la pollution. Le 19 avril un sommet réunit le ministère du travail, la direction de l'usine, les autorités communales. A l'indignation générale, le ministère reprend complètement à son compte les assertions mensongères du patron qui déclare qu'il n'y a aucun problème de santé (révélé par les examens) donc qu'aucune mesure n'est à prendre ! Mais les hospitalisations ont établi le contraire de façon nette.

Nouveau subterfuge de la bourgeoisie : dans un communiqué, l'usine prétend qu'elle ne peut résoudre le problème au niveau de l'usine et qu'il faut trouver la solution au niveau du quartier : le chômage ou la pollution en somme !

Sans être gênés le moins du monde, patron et ministère proposent d'évacuer les enfants de moins de

douze ans « ils n'ont qu'à habiter définitivement ailleurs ! »

Mais les habitants et la commune s'opposent à cette prétention révoltante. Alors une demi-mesure est prise : les écoles d'Hoboken sont fermées et les enfants envoyés en colonie de vacances puis dans d'autres écoles !

La situation en est là aujourd'hui dans la petite cité ouvrière. Par arrêté du bourgmestre (social démocrate) l'usine doit fermer le 1<sup>er</sup> juin. Mais le système juridique belge est fait de telle sorte que « la Métallurgique » pourra rouvrir ses portes un quart d'heure plus tard ! « Avec ce genre de perspectives », on fait attendre et patienter les habitants » nous a dit le docteur Merckx « cette décision servira en tout cas avec la menace du chômage, à essayer de diviser les ouvriers des habitants ».

Pierre PUJOL

Mort d'un appelé au 610<sup>e</sup> GAM de Saint Eulien

## « C'EST LA FATALITE ! »

● Encore un mois à attendre et c'était la libération tant attendue pour Dany Berger, soldat au 610<sup>e</sup> GAM de St-Eulien, près de St-Dizier. Mais cette libération, il ne la connaîtra pas ! Il a été tué le jeudi 20 avril, lors d'un accident de circulation. Accident dit la thèse officielle : « Absolument faux, répondent les appelés, il y a carence criminelle ». Les véhicules utilisés à St-Eulien sont pour la

Dany et ses deux camarades revenaient d'une mission. Dans un virage, la remorque se déporte et entraîne la cabine dans le fossé. Pour Dany, resté coincé dans la cabine, c'est l'agonie. Trop tard quand les secours arrivent, il est mort.

## QUI EST RESPONSABLE ?

Le véhicule, affirment des témoins, a abordé le

virage à moins de 40 km/h, et le chargement, assez modeste, ne justifie pas que la remorque se soit déportée. Pour le commandant du 610<sup>e</sup> GAM, le responsable, c'est la fatalité : « A quoi bon chercher les responsabilités », dit-il avec une parfaite démagogie. « Il y a eu mort d'homme et cette mort nous attriste tous ». Mais quant à une remise en cause de l'état du matériel de la caserne, c'est le silence le plus complet.

plupart vieux de plus de 30 années. Il n'est pas rare, dénoncent les appelés, que l'on mette entre nos mains des camions aux freins défectueux, voire même inexistantes. Et si l'on refuse, c'est le chantage à la permission, l'intimidation, les menaces. C'est ainsi tous les jours, les camions qui partent ne sont pas sûrs d'arriver au bout. Pour les appelés, c'est vraiment le salaire de la peur.

Alors que tout tend à accréditer la thèse d'un véhicule en mauvais état, le commandant de St-Eulien laisse planer un doute sur une éventuelle responsabilité du chauffeur, à peu près indemne de l'accident.

Chez les appelés, contraints de risquer leur vie chaque jour, la colère est grande. Une nouvelle fois, l'armée fait tout son possible pour qu'un mur de silence s'élève entre cette

affaire et l'opinion publique. Mais les appelés ne l'entendent pas de cette façon et veulent que la vérité se fasse sur les circonstances de la mort de Dany. Ils rejettent la basse démagogie de leurs chefs. Ils refusent de continuer à monter dans ces engins de mort. Les appelés du 610<sup>e</sup> GAM refusent de subir et de se taire. Ils réclament leurs droits.

Frédéric ARNOUX

## Belfort

DES SANCTIONS CONTRE DES SOLDATS DU 35<sup>e</sup> RI

Dans un communiqué à la presse les soldats du 35<sup>e</sup> RI dénoncent les sanctions prises récemment contre 5 soldats du 35<sup>e</sup> RI de Belfort :

« Trente jours d'arrêts simples pour « participation à protestation collective », alors qu'ils avaient simplement exprimé leurs inquiétudes devant les mesures insuffisantes prises lors d'un cas de méningite dans leur

régiment. Par ailleurs, une peine supplémentaire de 30 jours d'arrêts de rigueur a été requise contre l'un d'eux, Pascal Oger, pour « incitation de ses camarades à une pétition collective » : il avait fait signer la pétition nationale des soldats pour la gratuité et la qualité des transports et le droit aux permissions hebdomadaires. Cette pétition, qui circule dans des dizaines de casernes en

France et dans les Forces Françaises en Allemagne, a déjà recueilli 1 800 signatures d'appelés malgré la clandestinité imposée par le règlement en vigueur qui interdit toute action collective et revendicative.

En dépit de cette répression, le mouvement des soldats continuera, en particulier par la pétition, à affirmer la nécessité du droit des soldats à s'organiser librement.

Achetez tous les jours dans le même kiosque le Quotidien du Peuple



Conférence de presse de l'Institut du cinéma palestinien

## APPEL POUR UNE COMMISSION INTERNATIONALE D'ENQUETE

Au cours d'une conférence de presse donnée mardi à Paris, l'Institut du cinéma palestinien et le groupe cinéma de Vincennes, ont présenté la constitution d'une commission internationale d'enquête pour déterminer les circonstances exactes dans lesquelles les deux cinéastes palestiniens, Ibrahim Moustafa Nasser et Abdel Hafeth Al Asmar, ont été assassinés froidement le 15 mars dernier, dans l'exercice de leur profession, par les troupes d'occupation sionistes.

Comme cela a été souligné par les conférenciers, dont Jean Chamoun de l'Institut du Cinéma Palestinien, la constitution de la Commission d'enquête fait partie intégrante de la lutte du peuple palestinien pour faire reconnaître ses droits nationaux.

### UNE LUTTE POUR LES DROITS NATIONAUX

Alors que les sionistes refusent absolument une telle reconnaissance, ils ne reconnaissent pas non plus, pas plus d'ailleurs que les divers gouvernements impérialistes, un quelconque statut juridique, de quelconques droits aux journalistes, correspondants de presse, photographes, cinéastes palestiniens ; ceci à la différence de ce qui se passe pour les correspondants ou cinéastes étrangers, dotés d'un minimum de garanties, même limitées. Faire reconnaître le droit pour le peuple palestinien d'avoir ses propres archives, ses

propres films est, ont tenu à souligner les conférenciers, une des principales raisons qui motivent l'initiative de la constitution d'une commission d'enquête. Celle-ci se propose notamment de recueillir au Sud-Liban le maximum d'éléments, de témoignages, en particulier auprès de cinéastes. Elle envisage aussi l'envoi d'un expert en Israël, qui devrait notamment examiner les corps des deux victimes.

### LA CAMERA ET LE FUSIL

L'évocation de la vie des deux cinéastes palestiniens souligne combien leur travail était intimement lié à la lutte de leur peuple. Ainsi, Ibrahim Moustafa Nasser, réalisateur, caméraman, responsable adjoint de l'Institut du Cinéma Palestinien, né en 1942 dans le village de Ramoun dans la région de Ramallah, avait rejoint le Fath en 1966 et effectué plusieurs opérations armées en Palestine occu-

pée. A partir de 1968, il fut un de ceux qui réalisèrent les premières archives photographiques du Fath. Abdel Afeth Al Asmar, né en 1942 dans le village de Toumossaya, dans le district palestinien de Ramallah, a également rejoint les rangs du Fath en 1966 pour participer à la lutte armée en Palestine occupée. Responsable de la distribution au sein de l'Institut du Cinéma Palestinien, il a consacré de nombreuses années de sa vie à diffuser à travers le monde les images de la lutte palestinienne dans le Sud-Liban («Kfar Charba») et les camps de réfugiés.

### LA RESISTANCE HEROIQUE DE TALL AL ZAATAR

La majeure partie des prises de vues du film Tall al Zaatar, qui nous a été présenté à la conférence de presse, avaient été faites par les deux cinéastes assassinés. Ce film, doué de hautes qualités cinématographiques, constitue un récit inédit d'une des plus grandes batailles qu'ait menées la Résistance palestinienne. Tout le film est fondé sur les témoignages de ceux qui ont vécu, de l'intérieur, avant qu'il ne tombe sous les coups des forces fascistes, la résistance héroïque du camp Tall al Zaatar, avant d'être anéanti en août 76

en pleine guerre du Liban, était le plus grand camp de réfugiés de Beyrouth, composé de réfugiés palestiniens et de libanais pauvres, tous fournissant un important contingent à la classe ouvrière de cette zone industrielle de Beyrouth. Les témoignages retracent la barbarie des assaillants phalangistes, armés par Israël, tel l'assassinat à coups de haches des bébés dans les bras de leurs mères, réfugiées au fond des abris. Ils décrivent la résistance, celle des fedayins et celle de toute la population dans ses aspects les plus quotidiens, comme la bataille de l'eau.

Après une semaine de combats, il restait dans le camp cinq points d'eau, tous situés sur la ligne de démarcation entre les phalangistes et les réfugiés. Dès lors, aller chercher de l'eau va être chaque jour, sous les obus et le feu des tireurs phalangistes embusqués, un acte d'héroïsme : des femmes palestiniennes et libanaises seront retrouvées mortes, serrant dans leurs bras les récipients d'eau qu'elles étaient déterminées à ramener pour la survie du camp. La décision du retrait des combattants vers la montagne de Beyrouth et l'évacuation des civils le 12 août 76 fut prise après la perte du dernier point d'eau, au terme de la



Ibrahim Moustafa Nasser, l'un des deux cinéastes palestiniens tués par les sionistes au Sud-Liban.

dernière bataille qui dura 57 jours.

Le film rappelle comment la décision phalangiste de liquider l'enclave de Tall-al-Zaatar, située dans les secteurs de Beyrouth tenus par l'extrême droite, s'inscrivait dans les plans phalangistes de partition du Liban ; ces plans étant eux-mêmes un sous-produit des plans de Ben Gourion, dès la création de l'Etat d'Israël. Celui-ci projetait ainsi la création, aux côtés d'un «Etat juif», d'une mosaïque d'Etats confessionnels (Etat chrétien maronite, Etat musulman chiite...) pour diviser le monde arabe et favoriser la mainmise impérialiste.

### LE FILM «L'OLIVIER» INTERDIT A DAMAS

Au cours de la confé-

rence de presse, le black-out et les multiples entraves internationales mises à la diffusion de la production cinématographique du peuple palestinien ont été dénoncés. Parmi ces entraves, l'attitude du régime syrien qui, dans le cadre du festival du film qui se déroule actuellement à Damas, vient d'interdire la projection de quatre films favorables à la cause du peuple palestinien, dont le film «l'Olivier» que nous avons pu apprécier sur les écrans en France.

Malgré toutes ces difficultés, l'Institut national du cinéma palestinien est déterminé à poursuivre, grâce à la solidarité internationale, sa lutte pour la constitution d'une mémoire cinématographique du peuple palestinien.

Jean-Paul GAY

Pour toute correspondance avec le Comité d'enquête pour la vérité sur la mort des deux cinéastes palestiniens assassinés, écrire à :

Les Cahiers du Cinéma,  
9 passage de la Boule Blanche  
50 rue du Faubourg Saint Antoine - 75 012 - Paris  
Tél : 343 98 75

Le commandant du contingent français de la force de l'ONU, stationnée au sud-Liban, le colonel Salvan, aurait été blessé mardi, à bord d'une jeep, au cours d'un accrochage ; le garde du corps d'un officier de liaison palestinien, qui accompagnait le colonel français aurait été également blessé au cours de l'accrochage. Ce nouvel incident succède à une série d'autres incidents qui se sont multipliés depuis dimanche.

Un fedayin avait été tué et deux autres blessés au cours d'un accrochage avec des casques bleus français ; dans la nuit de dimanche à lundi, ce sont deux Libanais qui avaient été tués et deux autres blessés, au Nord-Est de Tyr, dans les mêmes conditions. Lundi matin, trois soldats sénégalais qui se partagent avec les parachutistes français le contrôle de la zone de Tyr, avaient été tués et un autre blessé, en sautant sur une mine anti-char.

### CAMPAGNE FRANÇAISE POUR JUSTIFIER L'OCCUPATION

Ces faits sont utilisés pour alimenter, notamment en France, une vaste campagne visant à discréditer la Résistance palestinienne, à justifier la présence et les interventions des casques bleus français, et du coup tenter de

faire admettre l'état de fait de l'occupation sioniste au Sud-Liban. Plus d'un mois et demi après l'invasion sioniste, le «retrait immédiat» des forces d'occupation, exigé par la résolution 425 du Conseil de Sécurité n'est toujours pas appliqué. Après un retrait extrêmement limité dimanche, des forces sionistes, le *Jérusalem Post* écrivait que le prochain retrait ne pourrait pas intervenir avant deux mois (!), et «tant que les milices chrétiennes ne seront pas en mesure d'unir leurs forces pour contrôler la zone de sécurité d'une profondeur de 10 kilomètres en territoire libanais».

### LES DECLARATIONS DU COLONEL SALVAN

Alors que dans ces conditions, la présence des casques bleus fait de plus en plus figure de caution internationale apportée à l'occupation, les déclara-

tions du chef des casques bleus français sont venues souligner combien le gouvernement français souhaite agir sur le terrain pour une «neutralisation» du Sud-Liban, conforme aux intentions d'Israël qui veut interdire toute liberté de mouvement à la Résistance palestinienne. A preuve de cette position française, les dernières déclarations en date du colonel Salvan estimant que le barrage des casques bleus ne peut pas être «totalement imperméable» aux infiltrations en direction des zones tenues par les sionistes ; Salvan n'a pas hésité à faire référence pour cela, comme par hasard (!) au barrage établi par le colonialisme français à la frontière algéro-tunisienne, durant la guerre d'Algérie, «barrage qui lui non plus, dit-il, ne pouvait pas empêcher complètement les infiltrations».

La position de la Révolution palestinienne sur la question des casques bleus est claire. Aujourd'hui, la lutte se mène contre les sionistes au Sud, et il faut, estime-t-elle, que les casques bleus assurent le retrait immédiat des sionistes, selon les décisions du Conseil de Sécurité. La Résistance est consciente que certaines puissances impérialistes et même des forces libanaises cherchent à donner une autre mission aux casques bleus afin d'empêcher toute liberté de mouvement à la Résistance au Sud-Liban à proximité de la Palestine occupée. De ce fait, l'OLP est prête à faire face aux casques bleus si ceux-ci ne se conforment pas à la lettre de la décision du Conseil de Sécurité, c'est-à-dire imposer le retrait des sionistes.

Jusqu'à présent, la Résistance avait estimé que tirer sur les casques bleus actuellement, ce serait

donner prétexte au régime libanais pour ouvrir le «dossier palestinien», c'est-à-dire remettre en cause la présence palestinienne armée au Liban, comme le demandent les fascistes libanais, et établir ainsi une «légalisation libanaise» de l'occupation sioniste du Sud. C'est dans ce contexte que Yasser Arafat avait fait arrêter par les fedayins, il y a une quinzaine de jours, une centaine de personnes venues au Sud pour tirer sur les casques bleus. Ces personnes ont été désarmées et relâchées. Elles avaient été, selon toute vraisemblance, envoyées d'Irak, sous la responsabilité d'Abou Nidal, condamné à mort par la Résistance au début des années 70, à la suite notamment d'une tentative d'assassinat contre Yasser Arafat.

Pour la Révolution palestinienne, le seul dossier qui

doit être ouvert aujourd'hui au Liban, c'est le «dossier israélien», c'est-à-dire que les autorités libanaises doivent étudier les moyens pour chasser les sionistes du Sud. Suite à l'arrestation des personnes envoyées par Abou Nidal, l'OLP a publié un communiqué le 25 avril expliquant son attitude sur la question des accords avec l'Etat libanais. Elle y affirme qu'elle est disposée à discuter avec les autorités libanaises de cette question, lorsque les sionistes se seront retirés du Sud. L'OLP s'engage à «faciliter la mission des pouvoirs publics au Liban», et souligne en même temps sa détermination à sauvegarder la présence armée palestinienne au Sud, pour la poursuite de la lutte contre l'ennemi sioniste. L'OLP veut mettre ainsi les autorités libanaises qui ont fait appel aux casques bleus, devant leurs responsabilités face à l'occupation.

## AU SUD-LIBAN, LES INCIDENTS AVEC LES PARAS FRANÇAIS SE MULTIPLIENT

### Campagne française d'intoxication



Brejnev en RFA du 4 au 7 mai

## LES RUSSES VEULENT OBLIGER SCHMIDT A RENONCER A LA BOMBE A NEUTRONS

### UN MAUVAIS MOMENT

Si dans l'opposition à Bonn, on dit bien haut que le moment est mal choisi pour recevoir Brejnev, au niveau du gouvernement on ne réfute pas cette appréciation. Et Schmidt a tenu à réaffirmer que «l'amitié germano-américaine est si solidement établie que les divergences de vues politiques quotidiennes qui peuvent apparaître même dans la meilleure coopération ne peuvent l'affecter». Il n'empêche que ces divergences existent et qu'elles sont de taille. Elles affectent bien

sûr la politique économique à suivre et le partage des positions au sein du monde occidental. Mais elles affectent également la confrontation avec l'URSS.

Depuis août dernier, on sait que les Etats-Unis retiennent comme hypothèse en cas de conflit avec l'URSS, l'abandon d'un tiers de l'Allemagne, comprenant Hambourg et Munich, zone dans laquelle se trouve concentrée actuellement 75 % de l'armée allemande qui supporterait ainsi, seule, le poids de l'éventuelle attaque soviétique.

En outre, la décision de Carter de ne pas déployer actuellement en Europe la bombe à neutrons, principalement destinée à contrer une offensive de blindés du Pacte de Varsovie, a mis l'Allemagne en position difficile, l'obligeant à s'engager à un point qu'elle ne souhaitait pas amener à demander aux Etats-Unis de maintenir ouverte la possibilité de déployer la bombe N, les autorités allemandes s'exposent alors aux pressions du Kremlin, qui leur demande de refuser l'installation de cette arme sur le sol allemand.

### DIVERGENCES SUR L'ORDRE DU JOUR

En première ligne en cas de conflit, peu rassurée sur les intentions américaines, la RFA peut espérer desserrer l'étau en développant ses liens directs avec l'URSS. Mais en même temps, elle est peu à même de s'opposer aux exigences de la superpuissance soviétique.

Bien qu'elle dispose de la première armée d'Europe pour les forces conventionnelles, elle dépend totalement, en matière nucléaire, du parapluie américain, et par conséquent

● Jeudi, Brejnev arrive en Allemagne de l'Ouest pour une visite de quatre jours durant laquelle il doit rencontrer le chancelier Schmidt, le ministre allemand des Affaires étrangères et le président de la République fédérale. Les chefs de l'opposition Kohl et Strauss ont également accepté de le rencontrer car, déclare Strauss dans une interview : «De tels entretiens permettent de mieux évaluer les intentions de l'autre partie». Initialement prévue pour 1976, cette visite prend aujourd'hui un relief nouveau : les dissensions entre l'Allemagne, «modèle» de l'Europe, et les Etats-Unis n'ont jamais été aussi évidentes, les incertitudes allemandes ont été renforcées par le recul de Carter à propos de la bombe à neutrons, les Soviétiques manifestent avec plus de force encore leurs ambitions, non seulement par leur intervention en Afrique, mais également en mettant à profit les différents reculs opérés par Carter dans les négociations SALT.

en ce qui concerne les relations économiques. L'agence Novosti récrimine : «Tous n'ont pas compris en RFA les avantages des grands projets à long terme. Certains milieux d'affaires préfèrent des marchés isolés, uniquement pour l'argent comptant. Une telle attitude recèle une certaine méfiance.»

Jusqu'à présent, l'Allemagne a peu consenti aux prêts généralement exigés par l'URSS. Elle a notamment résisté aux accords dits de compensation qui lient les économies des pays concernés. Il n'empêche qu'elle est en train de construire dans la région de Koursk le plus grand complexe sidérurgique du continent, avec une technologie très avancée. Mais les Soviétiques exigent des engagements allant encore plus avant. Ils veulent notamment que l'Allemagne installe en URSS un grand complexe pétrochimique dont la réalisation serait payée aux Allemands par la production de celui-ci.

Brejnev se contentera-t-il des concessions que les Allemands paraissent prêts à faire en ce domaine, en échange d'une modération de son insistance pour une renonciation allemande à la bombe à neutrons ?

En tout cas, cette visite sera l'occasion d'un bilan de l'Ostpolitik, la fameuse politique à l'Est par laquelle les Allemands espéraient s'affirmer sur la scène mondiale au début des années 70.

En sabordant tout projet de défense européenne autonome, ils ont en réalité contribué à faire dépendre plus étroitement la défense de l'Allemagne et la sécurité de l'Europe de la politique américaine. Leur pari d'établir la «détente» en Europe en développant les relations économiques avec l'Est a échoué. Dans l'ensemble, l'Ostpolitik a surtout offert à Brejnev les moyens de s'imposer vis-à-vis de l'Allemagne. Nous y reviendrons prochainement.

Grégoire CARRAT

## «LA TORTURE, CE CANCER»

### Pas de congrès de cancérologie à côté des chambres de torture

Au mois d'octobre prochain doit se tenir le congrès mondial de cancérologie, en Argentine. Dans une tribune du *Monde* sous le titre «La torture ce cancer» le Professeur Lwoff, prix Nobel pour ses travaux en cancérologie explique les raisons pour lesquelles il est impossible pour un médecin de cautionner ainsi les assassins.

«Les médecins cancérologues dont la vocation est de soigner, de soulager, de guérir, seront ainsi amenés à rencontrer les responsables de l'assassinat, de la torture de milliers de personnes, parmi lesquelles un nombre élevé de leurs confrères ; contraints d'exprimer aussi à ces responsables leur gratitude pour l'hospitalité qu'ils reçoivent et pour les attentions dont ils ne manqueront pas d'être l'objet. Peut-être même seront-ils invités à visiter une prison modèle... écrit le professeur Lwoff. Que les joueurs de football aillent disputer un match en Argentine cela est certes choquant. Que des médecins et des chercheurs cancérologues se rendent à Buenos Aires apportant ainsi leur caution morale à un pays où règnent l'assas-

sinat et la torture cela est beaucoup plus difficile à comprendre et à admettre.»

291 personnalités, chercheurs et médecins en cancérologie français ont signé avec le professeur Lwoff et le professeur Jacob, également prix Nobel une pétition qui dit : «Les cancérologues sous-signés sont très inquiets de la situation en Argentine... Ils refusent dans de telles conditions de participer au XII<sup>e</sup> Congrès international sur le cancer... et demandent à tous les membres de la communauté scientifique et médicale internationale de se joindre à eux en n'acceptant pas d'assister à ce congrès.»

Les signataires s'engagent aussi à refuser de participer à toute réunion organisée par des pays

soumis à l'oppression politique et où les droits de l'homme sont systématiquement violés.»

Cette démarche est appuyée en France par un mouvement dans les autres disciplines médicales. 8 médecins de diverses disciplines ont envoyé une lettre à quarante mille médecins français où il est notamment écrit «est-il possible sans protester de tenir un congrès destiné à épargner aux hommes l'esclavage de la maladie dans un pays où ils subissent chaque jour l'esclavage de la torture physique et morale ? On serait alors en droit de vous dire que vous choisissez le cancer contre lequel vous luttez.»

Un mouvement d'ampleur est en cours en Grande Bretagne, dans les pays scandinaves et aux Etats-Unis. Dans ce dernier pays deux prix Nobel, Baltimore et Temin avec deux des plus grands cancérologues des USA animent le comité qui a pris contact avec les plus grands cancé-

rologues mondiaux pour aboutir à un boycott mondial.

En France les sommités médicales opposées au boycott n'osent pas s'inscrire en faux contre les arguments développés par leurs confrères. Le professeur Tubiana qui préside actuellement l'Association française pour l'étude du cancer affirme que les premières victimes du boycott seraient... les médecins argentins, qui précisément sont en nombre victimes de la junte et voient leurs moyens de soigner réduits par les mesures prises par elle, notamment la suppression des soins gratuits. Le professeur Tubiana a cependant affirmé que sa délégation ne participerait qu'aux séances purement scientifiques et s'abstiendrait de participer aux réunions mondaines qui accompagnent ce genre de manifestations. Argument réfuté par la démonstration faite par le professeur Lwoff, de la caution que représenterait le simple fait d'accepter l'hospitalité des tueurs.

des relations URSS-USA au niveau mondial, ainsi que de l'évolution des contradictions à ce sujet au sein de l'administration américaine. Aussi, bien qu'elle soit en principe à même d'autoriser ou d'interdire le déploiement de la bombe à neutrons sur son sol, la RFA ne peut se servir de cette possibilité comme d'un moyen efficace de négociation, la décision dépendant en définitive des choix de l'administration américaine dans ses rapports avec l'URSS.

D'où le premier point de divergence avec le Kremlin sur l'ordre du jour des discussions. Egin Bahr, dirigeant du SPD, parti au pouvoir à Bonn, déclarait notamment en rentrant de Moscou : «Je ne vois pas pourquoi nous aurions à discuter d'une bombe à neutrons dont nous ne disposons pas en République fédérale, et dont on sait seulement qu'elle ne sera pas produite pendant un temps indéterminé.»

Tel n'est pas l'avis de l'URSS. Ainsi, Tass attaque violemment «les tentatives des USA et de la RFA de se servir de la bombe à neutrons comme atout dans les négociations est-ouest». Quant à l'agence Novosti, elle affirme : «La question de la bombe à neutrons occupera une place importante au cours de la visite.»

### RELATIONS ECONOMIQUES : LES RUSSES VEULENT PLUS

Le même chantage est exercé à l'égard de la RFA

### USA - URSS : échange d'otages

Les Américains ont échangé un espion soviétique condamné en 1965 pour espionnage au profit de l'URSS avec un étudiant américain emprisonné en Allemagne de l'Est pour avoir tenté d'aider un physicien et sa famille de passer à l'Ouest. Les protagonistes de ce troc espèrent poursuivre cette série de libérations pour obtenir la libération de Chtcharanski.

## PROGRAMME TÉLÉ

Mercredi 3 mai

TF 1

18 h 10 - A la bonne heure  
18 h 25 - Un rue Sésame  
18 h 55 - Le village englouti  
19 h 40 - Journal  
20 h 10 - Football : Anderlecht-Austria  
21 h 00 - Eh bien raconte  
22 h 00 - Le livre du mois  
23 h 15 - Journal et fin

A 2

17 h 55 - Accords parfaits  
18 h 25 - Dessins animés  
18 h 40 - C'est la vie  
18 h 55 - Des chiffres, des lettres  
19 h 45 - Top club  
20 h 00 - Journal  
20 h 30 - 7<sup>e</sup> avenue  
21 h 25 - Questions de temps  
22 h 25 - Journal et fin

FR 3

18 h 35 - Pour la jeunesse  
19 h 05 - Télévision régionale  
19 h 20 - Actualités régionales  
19 h 40 - Tribune libre  
20 h 00 - Les jeux de vingt heures  
20 h 30 - Sous les yeux d'Occident. Film français d'Allégret.  
22 h 00 - Journal  
22 h 15 - Ciné-Regards  
22 h 45 - Fin

Jeudi 4 mai

TF 1

18 h 50 - Le village englouti. 15<sup>e</sup> épisode  
19 h 05 - Une minute pour les femmes  
19 h 10 - L'enfance de l'art  
19 h 40 - Eh bien raconte  
20 h 00 - Journal  
20 h 30 - Ce diable d'homme Voltaire. Série en six épisodes de C. Brulé. Avec D. Manuel, C. Dauphin.  
Première époque : Le scandale et le bâton.  
21 h 25 - L'évènement.  
22 h 30 - Journal  
22 h 40 - L'agression. Film français de Gérard Pirès (1974). Avec J.L. Trintignant, C. Deneuve, C. Brasseur. Drame social.

A 2

18 h 55 - Des chiffres, des lettres  
19 h 20 - Charlie Chaplin  
19 h 45 - Top club  
20 h 00 - Journal  
20 h 30 - Émile Zola ou la conscience humaine. Film en 4 épisodes de S. Lorenzi. N° 2 : «J'accuse I»  
22 h 40 - Légendaire  
23 h 10 - Journal

FR 3

19 h 55 - Flash journal  
20 h 00 - Les jeux de vingt heures  
20 h 30 - La bataille d'Angleterre. Film français de G. Hamilton (1969). Avec M. Caine, C. Jurgens.  
L'Angleterre s'attend à être attaquée par les forces hitlériennes.  
22 h 15 - Journal

CHRONIQUE  
D'UNE LUTTE

●Chronique au jour le jour, vue par un militant qui s'est consacré à la lutte anti nucléaire avec le but constant d'en faire une lutte de masse, le livre de Didier Anger prend aujourd'hui un relief nouveau, à la suite de la décision du tribunal administratif de Caen de surseoir à la construction de la centrale de Flamanville, dont l'EDF et le gouvernement avaient décidé de faire un exemple.

La lutte s'est vite organisée, dans le Cotentin, dès l'annonce du projet d'EDF. Le problème du nucléaire est d'autant plus vivement ressenti dans le Cotentin, que depuis des années, l'usine de retraitement des déchets irradiés de la Hague fonctionne et se transforme, selon les dire des syndicalistes eux-mêmes, en poubelle atomique du monde occidental.

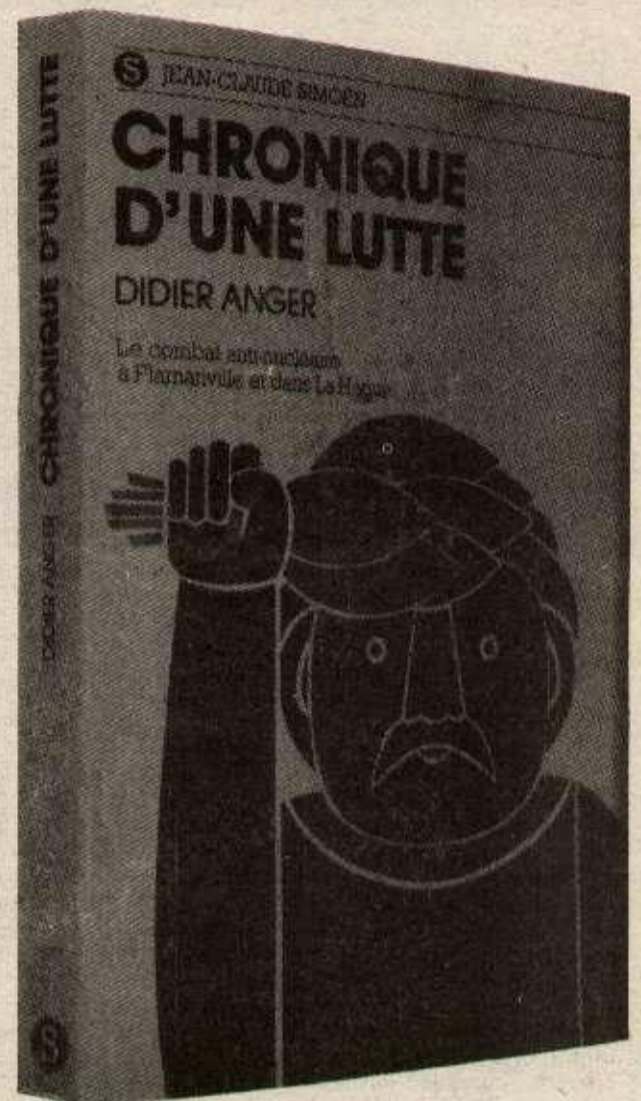
La présence de cette usine a d'ailleurs un double effet dans la population locale. D'une part, la création d'emplois par le CEA a contribué à entretenir dans une région ouvrière touchée par le chômage l'illusion des emplois et du pont d'or assuré par l'EDF. De même un certain fatalisme vis-à-vis des dangers du nucléaire : «On a déjà la Hague, ça ne peut pas être pire», entretenu par les propagandistes de l'EDF rébachant à longueur de réunion qu'il ne faut pas confondre «usine atomique» et centrale nucléaire (l'organisme humain, lui ne fait pas grande distinction entre le rayonnement gamma issu des effluents de l'une ou l'autre...)

Mais d'un autre côté, la prise de conscience chez les ouvriers et des techniciens du CEA (aujourd'hui COGEMA) des dangers de leur usine, pour leur santé et pour celle de la population, la position qu'ils ont prise dans la lutte

contre le programme électronucléaire, ont certainement contribué à populariser la lutte à Flamanville et dans tout le Cotentin.

Son cheminement a été complexe, entre la première réunion publique du comité local, début 75, déjà pris pour cible par la municipalité PS par diverses provocations, à «l'occupation-libération» du site en mars 77, le chemin a été long. Marqué en particulier par un «référendum» auquel se sont prêtés les opposants, mais qui était pipé d'avance. Cela n'empêcha pas la lutte de se développer, et de gagner des partisans actifs parmi les agriculteurs, aujourd'hui constitués en Groupement Foncier Agricole (GFA).

La volonté permanente de ce qui est devenu le Crilan d'organiser une lutte de masse, et de ne pas se limiter à rassembler des convaincus est fort intéressante. Elle n'anime pas toujours les comités anti-nucléaires. On aurait cependant aimé disposer d'éléments plus concrets sur le débat d'idées que le Crilan cherche à mener parmi les travailleurs. L'argumentation des tenants du programme électronucléaire ne se limite pas aux créations d'emploi et aux juteuses patentes. La contre-argumentation des anti-nucléaires ne devait pas se limiter à la dénonciation des dangers de l'énergie nucléaire. Les



travailleurs demandent des réponses sur le fond, et la difficulté pour les militants écologistes à mobiliser les ouvriers localement concernés indique qu'elles restent à forger. A ce propos, la réaction des habitants devant l'occupation policière lors de l'occupation du site est riche d'enseignement.

Didier Anger conclut sa chronique par quelques réflexions sur la nécessité de «politiser le débat». S'agit-il de réflexions personnelles, ou du fruit de la discussion au sein du Crilan, on aurait aimé le savoir. Au demeurant, cette conclusion politique ne manque pas d'intérêt et

mérite débat : capitalisme occidental (dit mixte) et capitalisme d'État saucé pays de l'Est y sont dénoncés à partir de l'expérience concrète de la lutte contre l'État capitaliste à travers une société d'État et des positions du PCF. La nécessité d'un socialisme «réinventé par les travailleurs des mers, des campagnes et des villes» est soulignée. On sent un certain désenchantement vis-à-vis du rôle de la classe ouvrière, mais ne tient-il pas en partie à la pratique actuelle des militants anti-nucléaires ?

Eric BREHAT

## Et l'acier fut trempé

123<sup>e</sup> épisode

Les fêtes d'Octobre dans la région frontalière entre l'Union soviétique et la Pologne blanche. Une sentinelle polonaise vient de crier : «Vive la commune» au passage d'une colonne de l'Armée Rouge.

La sentinelle était dépassée. Elle conserva la même position aussi longtemps que défila la colonne. Pavel se retourna plusieurs fois vers la petite silhouette noire. Il arriva à la hauteur d'un autre Polonais. Moustache grisonnante. Deux yeux immobiles, délavés, sous la visière au bord nickelé de la casquette carrée. Encore sous l'impression de ce qu'il venait d'entendre, Kortchaguine dit le premier, comme dans son for intérieur, en polonais :

— Bonjour, camarade !

Et il ne reçut pas de réponse.

Gavrilov sourit. Il avait tout entendu.

— Tu es trop exigeant. Il n'y a pas simplement des fantassins ici, mais aussi des gendarmes à pied. Tu n'as pas vu les chevrons sur sa manche ? C'est un gendarme.

La tête de la colonne dévalait déjà la colline vers un village coupé en deux par la frontière. La partie soviétique avait préparé à l'intention de ses hôtes une réception solennelle. Tout le village s'était rassemblé près du pont-frontière, au bord de la petite rivière. La jeunesse se massait des deux côtés de la route. Du côté polonais, des

(Extraits)

Nicolas OSTROVSKI

habitants s'entassaient sur les toits des isbas et des hangars, observant attentivement ce qui se passait derrière la rivière. D'autres étaient sur le seuil des maisons ou alignés le long des clôtures. Lorsque la colonne s'engagea entre les deux haies humaines, l'orchestre jouait l'«Internationale». Du haut d'une tribune improvisée, décorée de verdure, de tout jeunes gens et des vieillards chenus prirent la parole. Kortchaguine parla aussi, dans sa langue natale ukrainienne. Ses mots traversèrent la frontière et s'entendirent sur l'autre rive. On y décida d'empêcher que ce discours n'enflamme quelque cœur. Un groupe de gendarmes à cheval sillonna les rues du village, obligeant à coups de cravache les paysans à réintégrer leur domicile. Des halles sifflèrent au-dessus des maisons.

Les rues se vidèrent. Les jeunes gens disparurent des toits. Du côté soviétique, les regards s'assombrirent. Un vieux berger, hissé à la tribune, exprima d'une voix émue son indignation :

— Très bien ! Regardez, mes enfants ! Nous aussi, on nous battait comme ça autrefois, mais maintenant personne ne voit une honte pareille, que les autorités battent les paysans à coups de cravache. On en a fini avec les seigneurs, et en même temps avec les coups de fouet sur notre dos. Défendez bien votre pouvoir, mes petits gars.

Je suis vieux et je ne sais pas parler ! Mais je voulais dire des tas de choses. Sur la vie de bête qu'on a eue sous le tsar, comme des bœufs attelés à une charrette, et sur le sort des autres, là-bas, qui me font mal au cœur !... Il indiqua de sa main osseuse l'autre côté de la rivière et fondit en larmes, comme le font seulement les petits enfants et les vieillards.

Le vieillard céda la place à Grichoutka Khorovodko. Écoutant son discours lourd de colère, Gavrilov tourna son cheval pour voir si personne ne prenait de notes sur la rive opposée. Mais celle-ci était vide. Même la sentinelle du pont avait été retirée.

— Ouf ! Je crois que, pour cette fois, il n'y aura pas de note de protestation adressée au commissariat du peuple aux Affaires étrangères, fit-il en plaisantant.

Par une nuit pluvieuse d'automne, à la fin de novembre, le bandit Antoniouk et ses sept complices cessèrent d'ensanglanter la région. La meute fut détruite alors qu'elle assistait à la noce d'un riche colon de Maidan-Villa. Ce fut l'œuvre des komssomols de Khrolinki.

(à suivre)



▲ Une assemblée populaire pour les premières élections libres fin 77.

## MOZAMBIQUE

# LA LUTTE POUR UNE SOCIÉTÉ NOUVELLE

Les pays du continent africain, qui ont accédé à l'indépendance au cours des deux dernières décennies, sont confrontés à une double menace extérieure : aux prises avec les manœuvres des impérialismes occidentaux qui agissent en recul pour la préservation de leurs intérêts dans cette partie du monde, ils doivent en même temps faire face à la pénétration de l'Union soviétique qui tente d'exploiter à son profit la volonté croissante sur le continent d'échapper à la dépendance d'avec les vieilles puissances colonisatrices. Cette situation se traduit notamment par l'aiguïssement de la rivalité États-Unis-URSS qui menace gravement les intérêts des peuples africains.

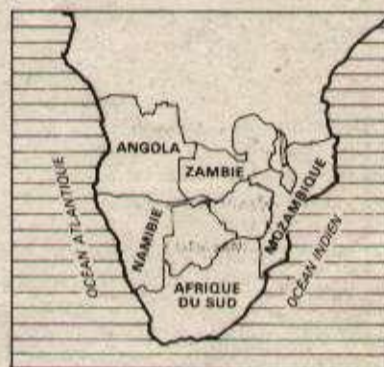
Dans ce contexte, l'expérience originale du Mozambique où se mène une lutte en profondeur pour la construction d'une société nouvelle, authentiquement indépendante, revêt une importance particulière. Le Mozambique bénéficie pour cela d'une longue expérience de lutte armée populaire contre le colonialisme portugais, lutte qui, toujours, de la création du Frelimo en juin 62 à la naissance de la République en juin 75, fut conduite en toute indépendance. A la différence de

l'Angola, par exemple, le peuple mozambicain sut ainsi échapper au cours de sa lutte, à toute ingérence étrangère.

Situé au bord de l'Océan indien, et doté d'une longue frontière commune avec l'Afrique du Sud et la Rhodésie, le Mozambique, pays de 7 millions d'habitants, doit faire face aujourd'hui à la menace constante que font peser sur sa souveraineté les racistes blancs. Placée encore avec ceux-ci dans un réseau de relations économiques complexes (par exemple, un tiers de l'électricité de l'Afrique du Sud provient encore du Mozambique), la République mozambicaine, est l'un des plus fermes défenseurs du Front patriotique du Zimbabwe, dans sa lutte contre les racistes rhodésiens.

Se déclarant engagé depuis 77, dans le processus de constitution d'un « parti d'avant-garde marxiste-léniniste » et se disant « partisan de la dictature du prolétariat », le Frelimo a mené depuis l'indépendance une lutte constante pour tenter d'édifier un pays détaché de toute tutelle étrangère.

Le Centre d'Information du Mozambique, dont plusieurs membres ont séjourné, à la fin de l'an dernier au Mozambique, nous présente à partir d'aujourd'hui quelques aspects de l'expérience de ce pays.



## Reportage du Centre d'Information sur le Mozambique

« A l'origine, nous nous sommes intéressés à la situation au Mozambique dans le cadre du soutien aux luttes des peuples des colonies portugaises. En France, ce soutien était d'une part assez faible, et d'autre part assez général. Il s'adressait globalement aux peuples de la Guinée-Bissau, de l'Angola et du Mozambique. Or, ces trois luttes avaient des caractéristiques différentes.

Africains en particulier. Du fait de la grande ignorance qui régnait concernant le Mozambique, le Centre d'information s'est constitué d'abord pour publier des textes faisant un bilan de cette expérience. Mais aussi, le rôle particulier que joue le Mozambique actuellement dans la confrontation des peuples africains avec les régimes racistes est tellement important que la question du soutien et de la solidarité se pose.

Le Centre fondé au début de l'année 77 a déjà publié de nombreux textes : des écrits de Samora Machel, dirigeant du Frelimo, les textes du III<sup>e</sup> Congrès du Frelimo, etc... Pour avoir une connaissance concrète de la réalité mozambicaine et aussi examiner les priorités en matière de solidarité, le Centre a demandé au Frelimo des entretiens avec ses responsables et de pouvoir faire un voyage de travail, d'amitié et d'étude. Le Comité central du Frelimo avait donc invité une délégation du Centre, du 10 août au 10 septembre 77.

Au cours de notre visite, nous avons été frappés par l'adhésion du peuple à la ligne préconisée par le Frelimo, avec une très grande mobilisation autour de ses mots d'ordre. En traversant les régions libérées par la lutte armée, durant la guerre contre l'occupant portugais, nous avons vu sur mille kilomètres de routes, des paysans qui travaillaient à défricher, à construire, et qui transportaient du matériel, donnant au Mozambique l'image d'un immense chantier. Au Sud, dans la province de Gaza, plus de 100 000 paysans avaient été victimes des inondations de mars 1977. Six mois après, ils étaient relogés dans les villages communautaires, les routes d'accès à la province étaient reconstruites et les ponts réparés.

### Une expérience originale

La lutte du peuple mozambicain en particulier, était peu connue. La ligne du Frelimo dans la lutte de libération s'est caractérisée par la réalisation d'une grande unité du peuple, une unité qui est passée à un niveau supérieur grâce à la lutte de classes menée au sein du front, et à la transformation de la lutte armée en guerre populaire. Le Frelimo s'est également distingué par une grande fermeté face au colonialisme portugais, notamment en intensifiant la lutte au moment des négociations avec la puissance colonisatrice. Depuis l'indépendance, le Mozambique va de l'avant sur la voie d'une libération authentique du peuple, en ayant comme principe fondamental de compter sur ses propres forces, pour la construction d'un Etat ouvrier-paysan dirigé par la classe ouvrière.

Ces trois points, la façon dont a été menée la lutte de libération, l'esprit d'indépendance, l'édification d'une société nouvelle font du Mozambique une expérience particulièrement intéressante pour l'ensemble des anti-impérialistes,

### Un grand souci d'autocritique

Les entretiens que nous avons eus avec des responsables à différents échelons du Frelimo nous ont montré de leur part un grand souci d'autocritique. Nous avons constaté chez eux la volonté d'examiner la réalité sans masquer les difficultés et en cherchant dans les racines de ces difficultés dans les insuffisances même du Frelimo. Les responsables mozambicains qui insistent sur le fait que leur pays est pauvre, ont tenu à organiser notre visite en nous faisant cerner les contradictions et les problèmes du pays. C'est ainsi qu'au début de notre voyage on nous a fait visiter les bidonvilles autour de Maputo, la capitale.

Le texte théorique qui était alors en discussion partout était « Comment agit l'ennemi », texte qui souligne les carences, notamment en matière d'approvisionnement, la corruption, le sabotage, et l'insuffisance de révolutionnarisation des cadres de l'appareil d'Etat.

Nous avons également été frappés par le profond sens d'internationalisme prolétarien que manifeste le peuple mozambicain. Ainsi, nous avons été accueillis avec enthousiasme alors qu'à l'occasion de la visite de De Guiringaud, la collaboration de la France avec l'Afrique du Sud avait été dénoncée avec vigueur.

### Des campagnes aux villes, l'organisation de la solidarité avec les autres peuples

Dans les villages communautaires, nous avons constaté une grande mobilisation pour soutenir le peuple du Zimbabwe, la population manifestait par des chants et des danses, en dénonçant le régime de Smith. Le soutien s'exprime aussi financièrement : nous avons pu le constater dans la province de Cabo Delgado où le responsable qui nous accompagnait recueillait les fonds collectés dans chaque localité. Devant les agressions constantes de Smith et le danger de guerre, la population prend en main elle-même sa sécurité. Les paysans contrôlent eux-mêmes, l'identité de tout étranger circulant sur le territoire, afin de faire face aux infiltrations des racistes rhodésiens qui ont attaqué à de multiples reprises le territoire mozambicain.

La préparation à la guerre est également visible dans les villes : nous avons vu à Maputo dans une école secondaire, de grandes tranchées qu'on creusait pour faire des abris anti-aériens. Dans une usine métallurgique de Maputo, le département des Affaires culturelles et sportives du conseil

de production (organisation de masse des travailleurs dans l'usine) a organisé un entraînement à la marche. Le responsable de ce département indique : « Tous les jours un quart d'heure le matin, un quart d'heure l'après midi nous nous entraînons.

Le samedi pendant deux heures... En raison de la situation dans laquelle nous vivons dans notre pays, outre la création de milices populaires, la construction d'abris, nous avons jugé nécessaire que tous les travailleurs aient des notions minimum pour le combat. La nécessité de cet entraînement n'ayant pas été comprise dès le début par tous les travailleurs, on a commencé à s'entraîner le samedi, puis les travailleurs ont demandé eux-mêmes à s'entraîner tous les jours pendant les pauses d'un quart d'heure.

Le Mozambique attache une grande importance à la solidarité des autres peuples. Il souhaite en ce qui concerne la France, voir se développer notamment les relations entre organisations de masse françaises et organisations de masse mozambicaines. Le gouvernement mozambicain nous a demandé aussi de développer un soutien à la lutte du peuple du Zimbabwe.

Il nous a également demandé de chercher en France des techniciens qualifiés qui pourraient aller travailler au Mozambique. Le Mozambique conçoit cette coopération dans le cadre de l'indépendance nationale : « Nous établissons des programmes décidés par nous-mêmes. Nous ne voulons pas de gens qui décident à notre place ».

Demain : visite aux villages communautaires

Centre d'Information sur le Mozambique  
14 rue Nanteuil  
75015 Paris